



PERTURBATIONS DANS LE TRANSPORT ROUTIER L'organisation des transporteurs appelle au calme, Naftal avertit

Lire l'article de M. Aziza page 3

SUSPENSION DE LA HAUSSE
DE LA PRODUCTION DE L'OPEP+

L'Algérie et sept autres pays réaffirment leur décision

P. 4

PROJET DE LOI SUR
LE CODE DE LA ROUTE

Renforcer la prévention et instaurer une culture routière

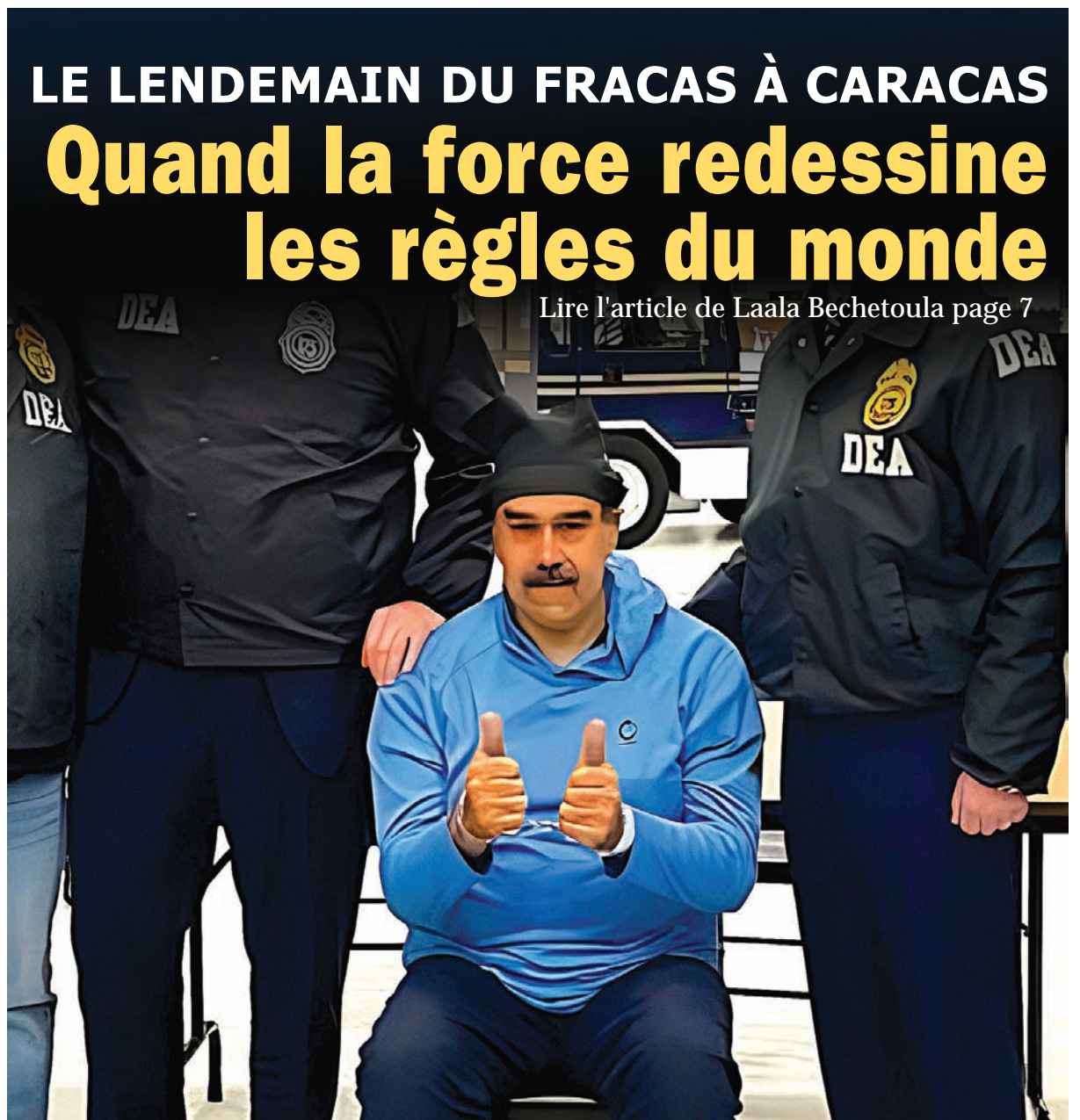
P. 3



LE LENDEMAIN DU FRACAS À CARACAS

Quand la force redessine les règles du monde

Lire l'article de Laala Bechetoula page 7



Ghaza L'entité sioniste instrumentalise l'aide humanitaire

Mohamed Mehdi

Dimanche, 87^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Les attaques israéliennes contre les civils de Ghaza se poursuivent.

Dans son dernier rapport statistique, publié dimanche, le ministère de la Santé a fait état de 16 nouvelles victimes, dont 2 martyrs et 13 blessés, lors des précédentes 24h (samedi), ainsi qu'un 3^e martyr lors de l'effondrement d'une bâtisse à Khan Younes.

Le nombre de victimes depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 passe ainsi à 420 martyrs et 1184 blessés, et 684 corps de martyrs exhumés des décombres des bâtiments bombardés depuis le début du génocide. Quant au bilan cumulatif des victimes du génocide israélien à Ghaza depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.386 martyrs et 171.264 blessés.

Par ailleurs, l'agence de presse Shehab News a rapporté le martyre de deux Palestiniens, dont un civil et un pêcheur, et un autre blessé dimanche matin par les tirs de l'armée d'occupation israélienne à Khan Younes, dans le sud de Ghaza, en violation continue de l'accord de cessez-le-feu.

« L'Union des comités de pêcheurs a annoncé la mort du pêcheur Aberrahmane Abelhadi al-Qan et la blessure d'un autre pêcheur après que la marine israélienne a ciblé leur embarcation au large de Khan Younes », écrit Shehab News qui rapporte également le martyre de « Fadi Najib Salah tué par des tirs israéliens dans la zone de Fash Farsh à Khan Younes ».

Le correspondant de l'agence dans la même région a également affirmé que « l'aviation israélienne a lancé d'importantes frappes aériennes à l'aube, ciblant les zones orientales de Khan Younes, simultanément à d'intenses bombardements d'artillerie sur les parties est et nord de la bande de Ghaza ».

Dans le centre de la bande de Ghaza, des « véhicules militaires israéliens ont ouvert le feu à l'est du camp de réfugiés d'al-Bureij, tandis que des avions de combat israéliens ont également bombardé des zones orientales de la ville de Ghaza », rapporte aussi Shehab News.

MSF: «LA GRAVE MENACE D'ISRAËL DE RETIRER L'ENREGIS- Trement DES ONG»

« Refuser une assistance médicale aux civils est inacceptable

en toutes circonstances, et il est inadmissible d'instrumentaliser l'aide humanitaire à des fins politiques ou de sanction collective », a déclaré Médecins sans frontières (MSF) dans un communiqué, estimant qu'il est « urgent d'agir » car « Israël intensifie ses graves attaques (...) à Ghaza et en Cisjordanie, menaçant directement les soins médicaux et l'aide humanitaire destinés aux civils ».

« Autoriser l'aide humanitaire à Ghaza n'est pas une faveur, mais une obligation en vertu du droit international », rappelle MSF qui « réfute catégoriquement les allégations formulées ces derniers jours par les autorités israéliennes ».

« MSF n'emploierait jamais sciemment quiconque impliqué dans des activités militaires, ce qui contrevient à ses valeurs et à son éthique fondamentales. Si les descriptions de ce que nos équipes voient de leurs propres yeux à Ghaza - la mort, la destruction et les conséquences humaines des violences génocidaires - sont insoutenables pour certains, la faute en incombe à ceux qui commettent ces atrocités, et non à ceux qui les dénoncent », explique l'organisation.

« Pourtant, au lieu de dialoguer avec MSF pour entendre nos préoccupations, le ministère chargé des inscriptions a ignoré nos demandes répétées de rencontre et nous a accusés dans les médias d'abriter sciemment des terroristes présumés » souligne l'organisation, rappelant que « les forces israéliennes ont tué et blessé des centaines de milliers de civils, détruisant délibérément des infrastructures essentielles et ciblant le personnel médical, les humanitaires et les journalistes ».

MSF affirme que le soutien qu'elle apporte « est loin d'être suffisant pour répondre aux besoins des Palestiniens », « et le supprimer aurait des conséquences dramatiques ». « Le fait qu'Israël empêche MSF et des dizaines d'autres organisations de fournir des services aux Palestiniens après que les forces israéliennes ont anéanti le système de santé de Ghaza constitue une escalade des attaques perpétrées contre les Palestiniens ces deux dernières années », lit-on dans le communiqué.

« Le gouvernement israélien cherche désormais à interdire le peu d'aide et de services disponibles », explique MSF qui affirme poursuivre « ses efforts pour dialoguer avec les autorités israéliennes afin de maintenir ses activités essentielles », et considère que « autoriser l'aide humanitaire à Ghaza n'est pas une faveur (mais) une obligation en vertu du droit international ». « Aujourd'hui plus que jamais, les Palestiniens ont besoin de plus de services, et non de moins », conclut MSF.



ANALYSE

Mustapha Aggoun

De Santiago à Caracas...

Le monde contemporain est façonné par un ordre économique et politique dans lequel les États-Unis occupent une position de domination quasi absolue. Cette suprématie ne repose pas uniquement sur leur puissance militaire, mais surtout sur le rôle central du dollar dans l'économie mondiale. Le dollar est à la fois monnaie de réserve internationale, principal instrument d'échanges commerciaux et pivot des crédits et emprunts internationaux.

En d'autres termes, chaque transaction mondiale, chaque dette contractée par des pays tiers, chaque contrat commercial se retrouve, directement ou indirectement, sous le contrôle de Washington. Le résultat est clair : le grand gagnant est toujours l'Amérique. Les autres nations, qu'elles soient européennes, africaines, latino-américaines ou asiatiques, se trouvent enfermées dans un cercle presque « satanique » où leur souveraineté économique est limitée par la dépendance au dollar.

Cette dynamique a des conséquences profondes sur les relations internationales et la diplomatie. Les États-Unis n'ont même pas besoin de menacer systématiquement par la force : la planche à billets leur permet de créer de la monnaie à volonté, de financer leurs déficits, et de dicter le rythme de l'économie mondiale. Les autres États, conscients de cette dépendance, continuent néanmoins de tolérer ce système, en dépit du fait qu'il confère un avantage disproportionné à l'Amérique. La question centrale demeure : pourquoi des puissances comme l'Allemagne, la France, le Japon ou même la Chine continuent-elles à accepter et à renforcer ce système qui les place en position de subordination économique permanente ?

La présidence de Donald Trump a mis en lumière l'arrogance américaine de manière plus brutale et plus visible qu'auparavant. Les tensions commerciales, les menaces unilatérales, la remise en question des accords multilatéraux et la militarisation des zones sensibles ont contribué à un climat mondial d'instabilité. L'Union européenne, déjà économiquement dépendante, s'est trouvée dans une position d'encerclement diplomatique, forcée d'accepter des compromis qui la desservent souvent. L'Amérique latine, quant à elle, connaît un retour inquiétant des interventions indirectes et de l'ingérence politique. Les événements récents à Caracas rappellent douloureusement le scénario chilien de 1973, où le renversement de Salvador Allende a montré que l'impérialisme américain pouvait agir avec une précision politique et économique redoutable pour protéger ses intérêts. Aujourd'hui, le Venezuela, ciblé par des sanctions économiques et menacé militairement, se retrouve de nouveau au centre de cette logique de domination.

Les attaques récentes dans la mer Rouge et l'agression contre le Venezuela ne sont pas des incidents isolés : elles font partie d'une stratégie globale où l'Amérique impose sa volonté, souvent au détriment des nations souveraines.

L'Afrique et le Moyen-Orient ne sont pas épargnés. Le Nigeria, pris dans des conflits que Washington observe et influence, est un exemple de la manière dont la puissance américaine peut manipuler les équilibres régionaux sans intervention directe. Le monde arabe, déjà marqué par des décennies de subordination et de compromis face à l'Occident, voit ses marges de manœuvre se réduire à chaque crise internationale.

Cette situation révèle une réalité que beaucoup refusent de reconnaître : la suprématie du dollar et la politique américaine ne sont pas seulement économiques, elles sont également politiques et militaires. Les alliances, les prêts, les exportations et importations, les lignes de crédit - tout est conçu pour maintenir un ordre mondial favorable aux États-Unis. L'Europe, en acceptant de jouer le rôle de créancier et de partenaire commercial tout en restant dépendante du dollar, se place dans une posture de soumission silencieuse. La soumission n'est pas seulement politique : elle est structurelle et culturelle, renforcée par des décennies de discours diplomatiques et économiques qui légitiment l'hégémonie américaine.

La période Trump a accentué cette dynamique, mais elle ne l'a pas créée. L'histoire récente montre que les interventions américaines, directes ou indirectes, ont toujours visé à garantir l'unilatéralisme du dollar et la domination des intérêts américains. Aujourd'hui, le monde se retrouve face à un dilemme : continuer à accepter cette dépendance et cette soumission, ou chercher de nouvelles alternatives. Les tentatives de certains pays, comme la Russie et la Chine, pour créer des systèmes financiers alternatifs montrent que la résistance est possible, mais ces efforts se heurtent à un appareil américain capable de sanctions économiques, d'ingérences et de pressions diplomatiques d'une ampleur rarement vue.

En fin de compte, les événements récents à Caracas, en mer Rouge ou au Nigeria ne sont que des manifestations visibles d'un système mondial où la puissance économique et militaire se conjugue pour assurer la suprématie américaine. L'Europe, l'Amérique latine et le monde arabe apparaissent comme des acteurs secondaires, soumis à des contraintes économiques et diplomatiques qu'ils ne peuvent que subir. Le scénario chilien de 1973 n'était pas un accident historique : il est le modèle que les États-Unis continuent d'appliquer, adapté aux réalités contemporaines, avec une subtilité qui masque à peine la violence sous-jacente de cette domination.

Il est urgent de réfléchir à cette réalité et de questionner la logique mondiale qui permet à une seule nation de dicter les règles économiques et politiques du monde entier. Tant que le dollar restera au centre de l'économie mondiale et que les nations accepteront cette dépendance, le monde continuera de tourner au profit des États-Unis, au détriment de la souveraineté et de l'équilibre international.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Perturbations dans le transport routier L'organisation des transporteurs appelle au calme, Naftal avertit

M. Aziza

En dépit des engagements pris par les pouvoirs publics en vue de la prise en charge des revendications des transporteurs, des grèves partielles et des perturbations ont été enregistrées, hier, dans le transport routier.

Cette situation a poussé l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) à lancer un appel au retour au calme, à la sagesse et au sens de la responsabilité. Parallèlement, le groupe Naftal est monté au créneau, brandissant la menace de sanctions à l'encontre des transporteurs de carburants et de gaz de pétrole liquéfié (GPL), sous contrat et en grève. Dans un communiqué rendu public hier, l'Organisation nationale des transporteurs algériens a appelé l'ensemble des transporteurs (propriétaires de bus de transport de voyageurs, transporteurs de marchandises ainsi que chauffeurs de taxi en grève) à reprendre leur activité professionnelle. L'organisation les exhorte à « accorder du temps et de la confiance au syndicat afin de régler la situation actuelle, dans le cadre du dialogue et dans un esprit de responsabilité ». Elle précise également avoir une entière confiance dans les autorités publiques, à leur tête le président de la République, pour trouver une solution juste et définitive à la situation en cours. L'ONTA appelle, en outre, l'ensemble des chauffeurs à faire preuve de sagesse et de vigilance, tout en mettant en garde contre « toute tentative de récupération de la situation au détriment des transporteurs ou son exploitation au profit de parties ne servant pas l'intérêt national », lit-on dans le communiqué.

À noter que certaines directions des transports ont ouvert leurs portes au dialogue afin de contenir la situation. Des réunions de concertation se sont tenues samedi en fin de journée, au siège de la direction ainsi que dans les daïras de Sidi Aïch, Amizour et Souk El Tnine, avec les représentants des transporteurs desservant les lignes urbaines, intercommunales, inter-wilayales et rurales. C'est ce qu'a été publié par la direction des transports de la wilaya de Bejaia sur sa page Facebook. Ces rencontres visaient

à sensibiliser les transporteurs publics de voyageurs à la nécessité de reprendre l'activité et d'assurer la continuité du service public.

À l'issue de ces réunions, il a été réaffirmé que « le projet de loi portant code de la route est toujours en cours d'étude dans le cadre du processus législatif et demeure ouvert aux amendements et enrichissements sur la base des propositions présentées ». Le dossier de la tarification des transports a également été abordé.

De son côté, la Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a adopté un ton plus ferme à l'égard des chauffeurs de poids lourds. Dans une note rendue publique samedi, l'entreprise a appelé les transporteurs de carburants et de GPL, sous contrat, à reprendre immédiatement le ravitaillement des dépôts et la distribution des produits. Elle les a avertis d'une possible résiliation de leurs contrats et de poursuites judiciaires en cas de non-reprise de l'activité.

Naftal déplore un « manquement aux obligations contractuelles », suite au refus des transporteurs d'assurer, depuis le 31 décembre 2025, le ravitaillement des dépôts de carburants et de GPL ainsi que la distribution des produits.

L'entreprise publique souligne que cette interruption a engendré « une perturbation de sa mission de service public ».

Qualifiant la situation de « violation des clauses contractuelles », Naftal affirme que les transporteurs sont tenus d'assumer immédiatement leurs obligations, faute de quoi elle se réserve le droit de résilier les contrats de transport à leurs torts exclusifs, sans exclure l'engagement d'actions civiles et pénales à leur encontre « en raison de leurs fautes », conclut la même source.

A noter que plusieurs voix de personnalités publiques et politiques sont intervenues, à travers les médias et les réseaux sociaux, pour expliquer que le nouveau code de la route, jugé par certains transporteurs trop sévère et contraignant, n'est pas encore entré en vigueur. Elles ont précisé que ce texte demeure en cours d'examen et reste ouvert aux enrichissements dans le cadre du processus législatif.



Raïna
Raïkoum
El yazid Dib

Le droit en fait n'est qu'un écrit noir sur blanc. Ça ne sert qu'à affirmer sa force. Un

autre droit existe sans qu'il ne soit imprimé sur aucun édit. C'est le droit du plus grand, plus puissant, plus osé.

Avec ce qui vient de se passer au Venezuela, la notion tant prônée de l'inviolabilité de la souveraineté des États n'est qu'une image d'esprit. Une protection tronquée pour ceux qui la chantent à longueur de discours. Alors qu'ailleurs, dans le bureau ovale, l'on n'a pas l'air de la comprendre ainsi. Elle ne s'englobe que dans le strict intérêt, carburant essentiel à toute politique. Peu importent les chartes, les conventions, le Conseil de sécurité ; rien ne vaut la suprématie. Être fort dans ce monde qui baigne dans la folie, reste l'arme fatale que redoutent ceux qui croient encore au respect, à la sagesse. Ce monde qui va de dérive en dérive n'obéit plus à la légitimité des peuples à vouloir vivre en paix. Cette paix différemment définie tend, à son tour, à s'imposer unilatéralement. L'entité cherche à l'établir par le génocide. L'oncle Sam, par la vio-

La raison du plus fort

lation et l'envahissement. Ainsi les petits n'ont ni le droit ni l'aisance de se la jouer, libres et indépen-

dants. Tout leur est précaire.

Un simple raid, une descente de commando et le spectacle est fini.

Vouloir imposer ses droits de l'homme à ceux qui manquent de nourriture, sa compréhension de liberté à ceux qui luttent pour la survie, c'est toute une chimère, un mirage qui n'avoue pas ses desseins.

L'histoire ne se fait plus par des combats héroïques ou par de la ferveur révolutionnaire. C'est par l'audace logistique que les guerres se mènent. Néanmoins, face au plus puissant des chars, la volonté des mains nues peut s'avérer salvatrice. En somme, la puissance d'un Etat peut se contenir dans l'unité de son peuple.

Dans sa détermination à défendre sa patrie et non pas une personne. C'est ce front intérieur qui aura à se constituer tel un rempart infranchissable.

S'il n'y a pas de trahison, il n'y aura aucune raison au plus fort.

Projet de loi sur le code de la route Renforcer la prévention et instaurer une culture routière

Le projet de loi sur le code de la route, soumis au Conseil de la nation pour enrichissement et adoption, prévoit de nouvelles dispositions visant à renforcer la prévention et à instaurer une culture routière à même de garantir la sécurité des usagers de la route, a indiqué, dimanche, la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR).

Dans une déclaration à l'APS, la responsable de la communication auprès de la DNSR, Fatma Khellaf, a précisé que « la hausse constante du nombre d'accidents de la route et de leurs victimes a nécessité l'introduction de nouvelles mesures dans le projet de loi sur le code de la route, qui est en phase d'enrichissement, ajoutant que ces mesures visent à renforcer les éléments de prévention et d'instaurer une culture routière, en

précisant les responsabilités pour la sécurité des conducteurs et des piétons ».

Mme Khellaf a expliqué que « cette nouvelle approche en la matière permettra de lutter plus efficacement contre le phénomène de l'insécurité routière, en limitant les comportements imprudents qui mettent en péril la vie des usagers de la route et en promouvant la culture de respect des règles de conduite ». Ces nouvelles dispositions s'inscrivent parmi les principaux objectifs du code de la route, qui regroupe toutes les règles régissant la circulation des véhicules et des piétons sur les routes, et ce, afin d'assurer un degré maximal de sécurité et de sûreté à ses usagers et de prévenir les accidents, notamment les plus graves. Ainsi, le code de la route vise, dans sa mouture amendée, à « passer du traitement

conjoncturel des accidents de la route à l'établissement d'une approche préventive globale, reposant sur l'engagement de la responsabilité légale de chaque partie, de manière à réduire les causes des accidents, à évaluer les comportements dangereux et à ancrer la culture du respect des règles de circulation, comme condition essentielle pour protéger la vie humaine et les biens.

Pour atteindre cet objectif, il a été procédé, dans le cadre de ce projet de loi, à « l'élargissement du champ de responsabilité pour y inclure les auto-écoles, les inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière, les personnes en charge de l'amélioration du réseau routier et des travaux de maintenance, ainsi que les agents de contrôle et d'inspection et autres intervenants

dans le domaine de la sécurité routière ». Le projet de loi impose également des spécificités techniques précises relatives aux véhicules ainsi que des mesures procédurales garantissant la sécurité de leurs conducteurs, en assurant l'aménagement permanent et la maintenance des infrastructures routières, et en dotant les services compétents de contrôle en équipements numériques.

Par ailleurs, le projet de loi sur le Code de la route prévoit « des dispositions répressives incluant l'aspect préventif, pour exhorter les usagers de la route à respecter les règles de sécurité routière, tout en encourageant l'ensemble des catégories à se distinguer dans ce domaine, et ce, à travers la création du prix du président de la République en la matière ».

Economie

Le numérique, un enjeu stratégique

A. Z.

L'Algérie s'est engagée résolument dans la diversification économique. C'est ce qui a été soutenu par l'expert en développement économique, Abderrahmane Hadeff, qui a affirmé que l'Algérie connaît une véritable transformation économique, et que l'année 2025 a marqué le début d'une nouvelle doctrine économique fondée sur l'abandon progressif de la dépendance aux revenus issus des hydrocarbures et l'orientation vers ce qu'il a qualifié de « souveraineté économique nationale grâce à l'augmentation des niveaux de production et à la promotion du commerce extérieur ».

Intervenant, hier, sur les ondes de la chaîne 1 de la Radio algérienne, M. Hadeff a relevé que les indicateurs macroéconomiques hors secteur des hydrocarbures affichent des performances positives, avec un taux de croissance supérieur à 4%, ce qui devrait se refléter, a-t-il expliqué, sur la performance de l'économie nationale en général. C'est du palpable, a-t-il ajouté, car les citoyens en ressentent les effets à travers la création d'emplois et une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux. Non sans appeler à l'accélération du processus microéconomique à travers l'adoption de nouvelles approches susceptibles d'augmenter les capacités de production du pays, « ce qui permettrait de passer à des taux de croissance supérieurs à 6%, compte tenu de

l'ensemble des réformes lancées ces dernières années », a-t-il souligné. Se projetant dans l'année 2026, l'intervenant a indiqué que les résultats obtenus jusqu'à présent sont évalués positivement, estimant que cette année sera l'année de la gouvernance financière publique, qui est une priorité absolue dans la phase actuelle, grâce à l'amélioration des performances des finances publiques, au renforcement de la transparence et à l'augmentation de l'efficacité dans la gestion des ressources publiques, tout en faisant preuve de rigueur et de discipline dans l'utilisation de ces fonds afin d'atteindre l'efficacité souhaitée. Concernant les prévisions économiques, M. Hadeff a précisé que la loi de finances pour 2026 table sur une croissance de l'ordre de 4,1%, qui devrait passer à 4,4% en 2027 et à 4,5% en 2028.

Il a attribué cette croissance principalement à l'amélioration des performances des secteurs non pétroliers, notamment l'industrie, l'agriculture et les services, dans le cadre d'un effort sérieux visant à réduire la dépendance vis-à-vis des revenus pétroliers.

Tout en estimant que cette tendance est un indicateur fort de l'adoption par les pouvoirs publics d'une politique de diversification de l'économie, d'encouragement des activités productives locales et de réduction des importations. L'expert a également évoqué le budget estimé à environ 135 milliards de dollars, le plus élevé de l'histoire de l'Algérie, a-t-il souligné, précisant que

Marché des assurances

Une progression de 7,3% à fin septembre 2025

Le marché national des assurances, toutes activités confondues, a cumulé, durant les neuf premiers mois de l'année 2025, une production de 142,9 milliards de dinars (mds DA), enregistrant ainsi une hausse de 7,3% sur un an, selon les derniers chiffres du Conseil national des assurances (CNA). Dans le secteur de l'assurance conventionnelle, les réalisations des sociétés d'assurances de dommages détiennent une part de 81,1% du total du secteur, totalisant un chiffre d'affaires de 115,9 mds DA, entre janvier et septembre, est-il précisé dans la note de conjoncture du troisième trimestre de 2025. D'après le document, les assurances de personnes ont cumulé, à fin septembre dernier, un montant de 16,4 mds DA, avec un taux de progression de 4,2% comparativement à la même période de l'année 2024. L'assurance automobile, qui représente 50,3% du total de l'activité des assurances de dommages, a enregistré à fin septembre 2025 un chiffre d'affaires de près de 58,3 mds DA, soit une progression de 5,2% par rapport à la même

période de 2024. Le même bilan relève que cette progression est principalement portée par la sous-brancher «Risques non obligatoires», qui affiche une évolution de 7,2% sur un an, atteignant un chiffre d'affaires de 45,5 mds DA.

Le CNA précise que la branche «Incendie et risques divers» (IRD) a enregistré un chiffre d'affaires de près de 48,5 mds DA, marquant une hausse de 3,9%, soit une production additionnelle de 1,8 mds DA par rapport à la même période de 2024. Les réalisations de la branche agricole ont, de leur côté, affiché au cours des neuf premiers mois, un chiffre d'affaires de 1,9 mds DA, soit un taux de progression de 22,5% comparativement au même exercice 2024.

Selon le CNA, cette dynamique est principalement attribuée à la sous-brancher «production animale», qui représente 44% de la branche agricole et affiche une progression significative de 41,6%, équivalente à 251,5 millions de DA en termes de chiffre d'affaires.

Quant au secteur de l'assurance islamique «Ta-

Courrier express

Le cahier des charges entre en vigueur

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'entrée en vigueur du cahier des charges régissant l'activité du courrier express, du transport de colis et des services de livraison, et ce, dans le cadre des efforts continus visant à moderniser ce type d'activités.

L'entrée en vigueur du cahier des charges régissant l'activité du courrier express, du transport de colis et des services de livraison a vocation à "renforcer la protection des droits des clients" et à "soutenir le e-commerce et l'économie numérique nationale", précise le communiqué, soulignant que "c'est le fruit d'un travail institutionnel complémentaire reflétant le rôle central du ministère dans l'animation du débat sur la nécessité d'un tel cadre, ainsi que le rôle de l'Autorité de régulation de la poste et des communication électronique (ARPCE) dans sa structuration juridique et réglementaire", ajoute la même source.

Cet acquis réglementaire au profit des clients

Oran : une bande de quartier démantelée

Les services de police d'Oran ont mis fin aux activités d'une bande de quartier composée de 13 individus, dont la majorité faisait l'objet de mandats d'arrêt, et ont procédé à la saisie d'un lot d'armes blanches prohibées de différents types et tailles, a-t-on appris, dimanche, auprès de ce corps de sécurité. L'opération a été menée à la suite d'enquêtes et de l'exploitation de vidéos largement diffusées sur les réseaux sociaux, notamment sur "TikTok", montrant les membres de la bande faisant l'apologie de la violence et incitant à des rixes entre habitants des quartiers, dans le but de créer un climat de terreur.

Leurs activités comprenaient également l'enlèvement de mineurs, leur incitation à rejoindre la bande, l'incitation à la dépravation morale, ainsi

qu'à la consommation et à la diffusion de stupéfiants. Ils étaient aussi impliqués dans le trafic de drogues dures au sein d'un groupe criminel transnational organisé, en plus de l'émigration clandestine, a fait savoir la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya.

Les investigations techniques et de terrain menées par les services de la première circonscription de la police judiciaire de la Sûreté d'Oran ont permis d'identifier les membres de la bande, de localiser leurs lieux de présence et de procéder à leur arrestation, l'un après l'autre.

Après l'accomplissement de l'ensemble des procédures légales avec le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucen (Oran-ville), et l'obtention de mandats de perquisition et

la majeure partie de celui-ci sera consacrée aux dépenses publiques et aux investissements dans les infrastructures et les secteurs productifs, tout en poursuivant le soutien social, notamment les allocations chômage et le soutien des prix des produits de base. Dans ce contexte, il a relevé que le secteur agricole avait bénéficié d'un renforcement considérable de son budget afin d'améliorer la production et de réduire les importations, avec pour objectif une contribution de 20% au produit intérieur brut.

D'autre part, M. Hadeff a souligné l'importance de la création d'une économie numérique, indiquant que le secteur industriel joue un rôle central dans la diversification industrielle, en particulier dans les domaines de l'industrie alimentaire, pharmaceutique, mécanique et électronique, ainsi que dans l'intégration de la quatrième révolution industrielle, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle. Il a affirmé que l'économie numérique représente un enjeu stratégique pour accroître la productivité et la compétitivité et renforcer les capacités d'innovation, soulignant la nécessité de mettre en place un environnement approprié et d'accélérer le rythme de la transformation numérique, en s'appuyant sur l'expérience des États-Unis, où environ 90% de l'économie reposent sur les données numériques. L'expert a également appelé à œuvrer pour intégrer le marché informel dans le système économique national.

kaful», cette activité a enregistré une croissance à deux chiffres (92,6%) et a généré un chiffre d'affaires de 820,9 millions DA, répartis sur 438,2 millions produits par la branche «Takaful général» et 382,7 millions par celle du «Takaful familial». Concernant le secteur de la réassurance, la Compagnie centrale de réassurance (CCR) a affiché, au 30 septembre 2025, un chiffre d'affaires en affaires internationales de 9,8 mds DA, soit une augmentation de 13,1% par rapport à la même période de 2024. Globalement, les sinistres déclarés par la clientèle au niveau de l'ensemble des sociétés d'assurance ont augmenté à fin septembre de 3% en montant (71,1 mds DA) et de 6,6% en nombre de dossiers. Le CNA observe, toutefois, que les sinistres en stock sont évalués à 139,3 mds DA avec plus de 1,99 million de dossiers en instance de règlement. Enfin, le bilan précise que le nombre de contrats souscrits est resté quasiment stable (-0,4%), à fin septembre 2025, avec 11,4 millions de contrats (hors acceptations internationales).

vices, le respect des délais de livraison, la protection des données à caractère personnel, la bonne prise en charge des préoccupations des clients, la généralisation des moyens de paiement électronique, l'adoption d'une identité commerciale et le port de l'uniforme de l'entreprise". Partant de cette vision, "le processus réglementaire a été finalisé, en étroite coordination avec l'ARPCE, à travers l'élaboration et l'adoption d'un cahier des charges clair et moderne, établissant un cadre de référence unifié pour l'exercice de cette activité, qui privilégie l'organisation et l'accompagnement plutôt que la répression, tout en renforçant la confiance entre les opérateurs et les clients", précise la même source. Le ministère a, par ailleurs, réaffirmé son engagement à poursuivre l'accompagnement des opérateurs dans ce domaine et à œuvrer à la structuration du secteur du courrier express, afin de "garantir aux citoyens des services plus fiables et transparents, tout en contribuant à la création de valeur ajoutée et d'emplois".

d'extension de compétence, 13 personnes ont été interpellées. Les services de sécurité ont saisi 17 armes blanches prohibées de divers types et tailles, ainsi que deux chiens dangereux "Mali-nois", utilisés pour commettre des agressions et exécuter des plans criminels.

Deux véhicules et une moto servant à faciliter les activités criminelles de la bande ont également été saisis, en plus d'une embarcation équipée d'un moteur de 70 chevaux et d'un gilet utilisés dans l'émigration clandestine, outre la récupération d'un montant de 280.000 dinars, a fait savoir la même source.

Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des mis en cause, qui ont été présentés devant la justice et placés sous mandat de dépôt.

Suspension de la hausse de la production de l'Opep+ L'Algérie et sept autres pays réaffirment leur décision

L'Algérie et sept autres pays de l'Opep+ ont réaffirmé, dimanche, leur décision de suspendre les augmentations graduelles de production durant le premier trimestre de l'année en cours 2026. Cette décision a été prise lors d'une réunion ministérielle, tenue par visioconférence, regroupant les huit pays de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés non membres) ayant appliqué des réductions volontaires de production en avril 2023 : l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie.

Cette réunion de coordination, à laquelle a participé le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, s'inscrit dans le cadre du suivi régulier de la situation du marché pétrolier mondial.

A cette occasion, les ministres ont procédé à «un échange approfondi sur les perspectives à court terme du marché pétrolier, dans un contexte économique international marqué par de fortes incertitudes et une demande saisonnièrement modérée», selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

M. Arkab a souligné, dans ce sens, «l'importance d'une vigilance accrue et d'une coordination étroite, tant au sein du groupe des huit qu'avec l'ensemble des pays participants à la Déclaration de Coopération».

Il a également réaffirmé «l'attachement de l'Algérie aux décisions collectives adoptées, jugées cohérentes et appropriées au regard des conditions actuelles du marché», tout en insistant sur «la nécessité de préserver l'efficacité et la crédibilité du mécanisme de coopération».

De son côté, l'Opep a publié un communiqué sur son site web, confirmant l'engagement du groupe des huit pays à maintenir la stabilité du marché «dans un contexte de perspectives économiques mondiales stables et de fondamentaux de marché sains, comme en témoigne la baisse des stocks».

Ces pays continueront de suivre et d'évaluer de près la situation du marché, réaffirmant «l'importance d'adopter une approche prudente et de conserver une pleine flexibilité», selon la même source.

Les huit pays ont aussi réitéré leur engagement collectif à se assurer la «pleine conformité» à la Déclaration de Coopération, y compris pour les ajustements volontaires supplémentaires de production, qui seront supervisés par le Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), tout en soulignant la nécessité de compenser entièrement tout volume de production excédentaire depuis janvier 2024, selon le communiqué de l'Opep.

Le groupe des huit pays avait procédé, en avril 2025, à une augmentation collective graduelle de sa production, pour revenir aux niveaux enregistrés avant les réductions volontaires. Cependant, lors de sa réunion de novembre dernier, il a décidé de geler les hausses progressives de production pour la période allant du 1er janvier au 31 mars 2026, en raison de «l'incertitude économique mondiale». Les ministres du groupe des huit pays membres de l'OPEP+ se réuniront à nouveau le 1er février prochain pour suivre l'évolution du marché.

Bordj Bou Arreridj Deux personnes tuées par le monoxyde de carbone

Deux personnes sont décédées dimanche, en début d'après-midi, intoxiquées au monoxyde de carbone, dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, indiquent les services de la protection civile. Ces derniers sont intervenus à 12h40 pour secourir une famille victime d'une intoxication au monoxyde de carbone émis par un chauffage, au village d'Ahanzal, dans la commune de Colla. Un homme et une femme, âgés de 71 et 73 ans, sont décédés. Leurs dépouilles ont été transférées à la morgue de l'hôpital local.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA D'ORAN

NIF : 099831019295905

CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE
N° 27 / 2025

ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01 AU NIVEAU DU SITE DES 2000 LV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (CITES D'HABITAT INTEGREES 2026).

La Direction des Equipements Publics de la wilaya d'Oran, lance concours national restreint de la maîtrise d'œuvre portant **ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01 AU NIVEAU DU SITE DES 2000 LV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (CITES D'HABITAT INTEGREES 2026).**

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

Seuls les bureaux d'études d'architecture nationaux privés ou étatiques ainsi que les groupements composés :
- De deux ou plusieurs architectes agréés et inscrits au tableau national des architectes algériens.
- D'un architecte (chef de file) agréé et inscrit au tableau national des architectes algériens avec ingénieur(s) en génie civil ayant un agrément et inscrit au tableau national des ingénieurs ; disposants des capacités financière, techniques, juridiques et réglementaires conformes à la réglementation en vigueur sont invités à soumissionner.
Les candidats doivent impérativement satisfaire aux conditions d'éligibilité suivante :

1) En cas de soumissionnaires seul :

✓ Capacité Professionnelle :

L'architecte soumissionnaire doit avoir une expérience égale ou supérieure à 03 ans justifié par une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.

✓ Capacité Financière :

Les candidats ayant un chiffre d'affaire cumulé égal ou supérieur à 1.500.000, 00 DA en prenant compte des trois meilleurs chiffres d'affaires des 05 dernières années. Les montants doivent être justifiés par les copies des bilans comptables ou toute autres pièces des 03 années concernées.

✓ Capacité Technique :

Disposant des références professionnelles suivantes :
Références professionnelles : ayant déjà conçu et suivi au moins Un (01) projet classé à la catégorie « B » ou plus (logement Exclu), ou bien deux (02) projets classés à la catégorie « A » (logement Exclu), justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître de l'ouvrage étatique portant étude et suivi de l'ouvrage. (Les études d'adaptation sont exclues)

* Un statut pour les BET étatiques pour l'exercice de la profession d'architecture.

NB. Les bureaux d'études publics nationaux sont dispensés d'agrément.

2) En cas de soumissionnaires en groupement :

* Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentané : d'architectes et/ ou de bureaux d'études d'architecture agréés ou architectes avec ingénieurs en génie civil agréés dont l'architecte doit être le chef de file du groupement ; il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées :

Capacité Professionnelle :

✓ L'architecte chef de file ou l'un des membres du groupement doit avoir une expérience égale ou supérieure à 03 ans justifiée par une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.

✓ Un protocole d'accord non forcément notarié liant les membres du groupement, dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement

✓ Un protocole d'accord non forcément notarié liant les membres du groupement, dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement

Capacité Financière :

les membres du groupement doivent cumuler un chiffre d'affaire égal ou supérieur à 1.500.000, 00 DA en prenant compte des trois meilleurs chiffres d'affaires des 05 dernières années. Les montants doivent être justifiés par les copies des bilans comptables ou toute autres pièces des 03 années concernées.

Capacité Technique :

Les membres du groupement doivent Disposer des références professionnelles suivantes :
Références professionnelles : ayant déjà conçu et suivi au moins Un (01) projet classé à la catégorie « B » ou plus (logement Exclu), ou bien deux (02) projets classés à la catégorie « A » (logement Exclu) justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître de l'ouvrage étatique portant étude et suivi de l'ouvrage. (Les études d'adaptation sont exclues)

* Le groupement doit être impérativement solidaire

SI L'UNE DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE N'EST PAS SATISFAIRE, L'OFFRE SERA REJETEE SYSTEMATIQUEMENT

Les bureaux d'études Peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la Direction des équipements publics de la Wilaya d'Oran située à route du Tramway Hai El Yasmine, Bir El Djir Oran POSS2.

Les offres doivent être accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur à savoir :

A) Dossier de candidature

1. Déclaration de candidature ; jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
2. Une déclaration de probité ; remplis daté et signée.
3. Extrait de rôle activité apuré ou accompagné d'un échéancier de paiement comprenant le NIF
4. Le numéro d'immatriculation fiscale NIF du soumissionnaire.
5. Relevé d'identité bancaire RIB
6. Tous documents permettant d'évaluer les capacités des candidats à savoir :

1) En cas de soumissionnaires seul : l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités

2) En cas de soumissionnaires en groupement : l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités.

- Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentané d'architectes et/ ou de bureaux d'études ou architectes avec ingénieurs en génie civil agréés dont l'architecte doit être le chef de file du groupement : il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement.
- À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées dans le cahier des charges.
- Un exemplaire du protocole d'accord liant les membres du groupement sera joint à la soumission, et dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement.
- Le groupement doit être impérativement solidaire

Les plis devront être, cachetés sur laquelle seront portées les mentions, ci-après

CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE N° / 2025

ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 N°01 AU NIVEAU DU SITE DES 2000 LV POLE AHMED ZABANA COMMUNE DE MESSERGHINE WILAYA D'ORAN (CITES D'HABITAT INTEGREES 2026).

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
Adressé à Mr Le Directeur des Equipements Publics de la Wilaya d'Oran.

1.- Dans une première phase, la date limite de dépôt des dossiers de candidature correspond au dernier jour de la durée de préparation qui est de 07 jours, soit le..... à 12h00

- L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13h00 en séance publique

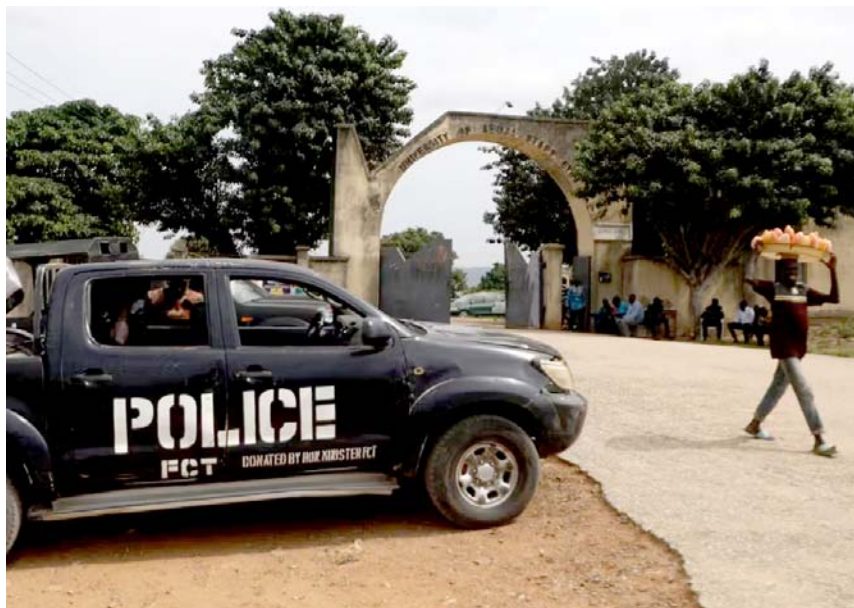
Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours

- Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher de la DEP d'Oran pendant les 10 jours qui suivent l'ouverture des plis en vue d'éventuels compléments de dossiers.
- Si le jour du dépôt et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos l'égal, la durée de préparation des offres et prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

LE DIRECTEUR

Nigeria

Plus de 30 morts et plusieurs personnes enlevées



Plus de 30 personnes ont été tuées et plusieurs enlevées dans un village de l'ouest du Nigeria par des "bandits", membres de gangs criminels qui ensanglantent ce pays, a annoncé dimanche la police.

Les assaillants ont envahi samedi soir Kasuwan Daji, un village du district de Kabe, dans l'Etat du Niger, ont incendié un marché et pillé des boutiques à la recherche de nourriture.

En novembre dernier, ce même Etat, vaste comme l'Irlande et qui s'étire de la frontière avec le Bénin à l'ouest jusqu'à la région administrative englobant la capitale Abuja au centre du pays, a été le théâtre de l'un des plus importants enlèvements de masse au Nigeria, lorsque des hommes armés avaient kidnappé plus de 250 élèves et membres du personnel du pensionnat catholique Saint Mary.

"Plus de 30 victimes ont perdu la vie pendant l'attaque" du village de Kasuwan Daji, menée samedi, et "certaines personnes ont également été enlevées", a déclaré Wasiu Abiodun, porte-parole de la police de l'Etat du Niger.

Plusieurs images et une montrent que certaines victimes avaient les mains liées dans le dos lorsqu'elles ont été tuées.

L'Eglise catholique locale a affirmé que plus de 40 personnes avaient été tuées samedi, un bilan supérieur à celui communiqué par la police.

"L'attaque a fait plus de 40 morts et plusieurs autres personnes ont été kidnappées", écrit le diocèse catholique de Kontagora sur sa page Facebook.

"Selon les informations recueillies, les bandits ont agi pendant des heures sans aucune présence sécuritaire", poursuit le diocèse.

Des gangs criminels, appelés "bandits" par les populations locales, se livrent régulièrement à des pillages et à des enlèvements de masse en vue d'obtenir des ran-

çons dans des villages de certaines régions du Nigeria.

MULTIPLES CONFLITS

L'Etat du Niger a été l'un des plus durement touchés ces derniers mois.

L'attaque de samedi a eu lieu à moins de 20 km de Papiri, village où se trouve le pensionnat catholique St Mary, dont des hommes armés avaient enlevé plus de 250 élèves et membres du personnel en novembre.

Les autorités ont annoncé quelques semaines plus tard leur libération en deux temps, sans préciser si une rançon avait été versée. Les forces nigériennes sont mises à rude épreuve par les nombreux problèmes sécuritaires qui affectent les différentes régions du pays.

Le pays le plus peuplé d'Afrique est en proie à de multiples conflits qui font de nombreuses victimes: insurrection jihadiste vieille de plus de 15 ans dans le nord-est, violences des bandits dans le nord-ouest et l'ouest, affrontements entre agriculteurs et éleveurs, activités séparatistes dans le sud-est.

La veille de Noël, un kamikaze a tué au moins cinq personnes en se faisant exploser dans une mosquée de l'Etat de Borno, dans le nord-est du pays.

Ces derniers mois, les Etats-Unis ont critiqué l'incapacité du Nigeria à endiguer les violences. Le président américain Donald Trump a dénoncé une prétendue "persécution" des chrétiens - un argument longtemps utilisé par la droite religieuse américaine - alors que les tueries touchent chrétiens et musulmans sans discrimination.

Ces accusations américaines sont fermement rejetées par le gouvernement nigérian et des analystes indépendants. Les Etats-Unis ont lancé des frappes aériennes surprises le jour de Noël, indiquant avoir visé des jihadistes liés au groupe Etat islamique. Abuja a déclaré avoir approuvé ces frappes.

En décembre, le président nigérian Bola Tinubu a promis une refonte de la sécurité nationale lors de la présentation du budget 2026 à l'Assemblée nationale, allouant la plus grande partie des dépenses à la défense, quelques jours après avoir nommé un nouveau ministre de la Défense.

شركة الدراسات التقنية وهران
SOCIÉTÉ D'ETUDES TECHNIQUES D'ORAN
Société par actions au capital de 400.000.000,00 DA - Rond point les Costes
BP 9977 El-Maklat 31007 - Oran, Tél: (041) 74 76 68 Fax: (041) 74 76 69

Management System
ISO 9001:2015
ISO 14001:2015
ISO 45001:2018

Avis d'infirmité

La Société d'Etudes Technique d'Oran (SETO), informe l'ensemble des soumissionnaires que le deuxième appel d'offre national et international ouvert N°04/DG/25, concernant l'acquisition de 10 véhicules 4*4 tout terrain neufs, Est déclaré infructueux.

Venezuela 150 avions et un enlèvement pour un capharnaüm

Les Etats-Unis ont mené dans la nuit de vendredi à samedi une série d'attaques aériennes sur le Venezuela, et le président américain Donald Trump a annoncé que ses forces avaient capturé et exfiltré son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro et la Première dame, Cilia Flores.

QUAND ONT ÉTÉ LANCÉES LES FRAPPES ?

De premières puissantes explosions ont été entendues peu avant 02H00 du matin (06H00 GMT) à Caracas et dans les environs de la capitale, jusqu'à 03H15 (07H15 GMT), a constaté l'AFP. Des images sur les réseaux sociaux ont montré des missiles fendant le ciel puis s'abattant sur leur cible. Des hélicoptères ont également été vus dans le ciel de Caracas.

Donald Trump a annoncé à 09H21 GMT sur Truth Social que les Etats-Unis avaient «mené avec succès une frappe de grande ampleur contre le Venezuela» et que Maduro et son épouse avaient été «capturés et exfiltrés». «Cette opération, baptisée Absolute Resolve (détermination absolue, NDLR) discrète, précise et menée pendant les heures d'obscurité maximale du 2 janvier, est le point culminant de mois de préparation et d'entraînement», a déclaré le général Caine, le chef d'état-major américain. Elle a mobilisé plus de 150 avions, dont les frappes aériennes ont ouvert la voie aux hélicoptères utilisés lors du raid de capture du couple présidentiel.

QU'ONT VISÉ CES ATTAQUES ?

Des explosions suivies de panaches de fumée et d'incendies ont visé le Fuerte Tiuna, le complexe militaire le plus important du Venezuela, qui abrite le ministère de la Défense et l'Académie militaire. De très vaste étendue, il abrite non seulement des structures militaires, mais aussi des espaces urbains de logement de troupes où vivent des milliers de familles.

D'autres explosions ont retenti près du complexe aéronautique de La Carlota, aéroport militaire et de vols privés, dans l'est de Caracas.

Des explosions ont également été rapportées dans l'ouest du pays, à la Guaira (aéroport international et port de Caracas), à Maracay, capitale de l'Etat d'Aragua (100 km au sud-ouest de Caracas), et à Higuerote (100 km à l'est de Caracas) dans l'Etat de Miranda, sur la côte Caraïbe.

QUEL BILAN DE VICTIMES ?

Le ministre de la Défense, le général Vladimir Padrino Lopez, a accusé l'armée américaine d'avoir frappé «au moyen de missiles et de roquettes tirés depuis leurs hélicoptères de combat des zones résidentielles de population civile».

Aucun bilan humain n'a été communiqué à la mi-journée par les autorités vénézuéliennes.

Donald Trump sur Fow News s'est lui félicité qu'aucun soldat américain n'avait perdu la vie dans l'opération. Il



a déclaré au New York Post que «de nombreux Cubains» qui protégeaient Maduro «ont perdu la vie», première indication de pertes humaines dues aux frappes américaines au Venezuela.

COMMENT LE PRÉSIDENT MADURO A ÉTÉ ARRÊTÉ ET EXFILTRÉ ?

Personne ne savait exactement où résidait le président vénézuélien, auquel on prêtait de changer souvent de résidence ces derniers mois.

Donald Trump a raconté avoir suivi en direct l'opération de sa capture, «comme un show télévisé».

«Il se trouvait dans un endroit très fortement gardé... en fait, c'était comme une forteresse», a-t-il dit, expliquant que M. Maduro aurait tenté de se réfugier dans un espace ultra-sé-

curisé mais a été arrêté avant.

«Ils se sont rendus sans résister», a ensuite dit le général Caine.

Le président américain a publié une photo de Nicolas Maduro menotté, un masque sur les yeux, déclarant que le président vénézuélien se trouve à bord du navire de guerre USS Iwo Jima.

Visé par une acte d'accusation de «narcoterrorisme», le couple est arrivé sur le sol américain, près de New York, peu après 22H30 GMT.

QUEL FUTUR GOUVERNEMENT ?

Donald Trump a dit que les Etats-Unis «dirigeraient» le Venezuela jusqu'à ce qu'une transition politique «sûre» puisse avoir lieu, sans cependant préciser pour l'heure comment. Il a dit n'avoir «pas peur d'envoyer

des troupes sur le terrain si besoin».

«L'heure de la liberté est arrivée», a aussitôt lancé la cheffe de l'opposition vénézuélienne, Maria Corina Machado, prix Nobel de la paix 2025. Elle a estimé que le candidat de l'opposition à la présidentielle de 2024, Edmundo Gonzalez Urrutia, doit «assumer immédiatement» la présidence «et être reconnu comme Commandant en chef de la Force armée». «Le Venezuela sera libre», a-t-elle tonné.

«Nous sommes prêts», a emboîté M. Gonzalez Urrutia, en exil en Espagne.

Mais Donald Trump a douché leurs espoirs, estimant à propos de Mme Machado «qu'il lui serait très difficile d'être à la tête du pays» car «c'est une femme très gentille, mais elle n'inspire pas le respect». Il affirme que les Etats-Unis n'ont pas eu de contact avec l'opposante.

Le récit du raid américain contre Maduro



Donald Trump a raconté samedi s'être senti comme devant son poste de télévision en regardant en direct les forces américaines capturer le président vénézuélien Nicolas Maduro, l'apogée d'une opération méticuleusement préparée depuis des mois.

Des espions américains à Caracas à la photo du président vénézuélien menotté, voici le récit du déroulement de l'opération «Absolute Resolve» («Détermination absolue»).

«CE QU'IL MANGE»

Des agents du renseignement américain surveillaient depuis août le moindre geste de l'héritier de Hugo Chavez, qui selon la presse changeait régulièrement de domicile sur fond de tensions croissantes avec Washington.

Les services secrets voulaient «comprendre comment il se déplaçait, où il vivait, où il voyageait, ce qu'il mangeait, ce qu'il portait, quels étaient ses animaux de compagnie», a

détaillé le général Dan Caine, le chef d'état-major américain.

La mission a nécessité des mois de planification et de répétitions «minutieuses». Les forces américaines ont même construit une réplique de la maison où séjournait Nicolas Maduro. L'armée américaine était prête début décembre mais a attendu que les événements «s'alignent», en particulier en termes de météo. Le milliardaire républicain a dit qu'il avait initialement ordonné la mission il y a quatre jours mais avoir attendu de bonnes conditions. Vendredi, à 22H46 à Washington (samedi 03H46 GMT), Donald Trump a donné son feu vert.

«Il nous a dit - et nous lui en sommes reconnaissants Monsieur le président + bonne chance et bon vent +», a déclaré le général Caine.

Plus de 150 appareils américains décollaient alors de bases terrestres et maritimes, avions de chasse, avions de reconnaissance, drones et hélicoptères.

Les hélicoptères transportant la «force d'extraction» spéciale pour le président vénézuélien sont partis dans l'obscurité, volant à quelques dizaines de mètres au-dessus de la surface de l'océan, a ajouté le chef d'état-major.

Les avions de chasse ont assuré la couverture aérienne tandis que les capacités satellitaires et cybernétiques américaines bloquaient les radars vénézuéliens.

EXPLOSIONS

Alors que le monde se demandait s'il s'agissait du début d'une campagne de bombardements à grande échelle, les avions américains ont frappé les défenses aériennes vénézuéliennes afin de permettre aux hélicoptères d'atteindre leur cible.

«Ils savaient qu'on arrivait», a assuré Donald Trump, faisant référence à la montée des tensions ces derniers mois. «Mais ils ont été complètement dépassés et très rapidement neutra-

lisés», a-t-il poursuivi. Un hélicoptère américain a été touché mais a pu rentrer sur sa base.

A 02H01 locales (06H01 GMT), les hélicoptères se posaient dans l'enceinte où se trouvait Nicolas Maduro.

«FORTERESSE»

Le locataire de la Maison Blanche a raconté avoir suivi les événements en direct. Les photos publiées par la Maison Blanche le montrent assis dans une salle de crise improvisée dans sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride, en compagnie du chef du Pentagone Pete Hegseth, du secrétaire d'Etat Marco Rubio, du directeur de la CIA John Ratcliffe et du général Caine.

«Je l'ai regardée (l'opération) littéralement comme si je regardais une émission de télévision», a dit le président américain à Fox and Friends, décrivant la résidence de son homologue vénézuélien comme «une forteresse».

«Il y avait des portes en acier, il y avait ce qu'on appelle une pièce sécurisée avec de l'acier massif. Il n'a pas réussi à fermer cet endroit, il essayait d'y entrer mais il a été pris si rapidement qu'il n'y est pas parvenu», a-t-il encore dit à Fox. «On était équipés de chalumeaux puissants pour percer l'acier mais on n'en a pas eu besoin». Donald Trump a ajouté qu'aucun Américain n'avait été tué, affirmant que le dirigeant chaviste «aurait pu l'être» s'il avait tenté de résister.

REDDITION

«Maduro et son épouse, tous deux inculpés, se sont rendus sans résister et ont été placés en détention par le ministère de la Justice», a ajouté le général Caine. Ils sont poursuivis aux Etats-Unis pour «narcoterrorisme et importation de cocaïne». Les hélicoptères américains ont survolé le littoral vénézuélien à 03H29 et le couple a été embarqué à bord du navire de guerre USS Iwo Jima.

Puis, Donald Trump a annoncé l'opération sur Truth social à 04H21 heure de Washington. Un responsable de la Maison Blanche envoyait peu après à un journaliste de l'AFP un message composé d'emojis - biceps gonflé, poing et feu.

Puis, Donald Trump publiait la première photo d'un Nicolas Maduro menotté, les yeux bandés, casque anti-bruit sur les oreilles.

Le lendemain du fracas à Caracas Quand la force redessine les règles du monde



Par Laala Bechetoula

Les frappes américaines sur Caracas ne sont pas un simple épisode de plus dans la longue crise vénézuélienne. Elles marquent une rupture. Une rupture dans la manière dont la puissance s'exerce, se justifie et s'assume. Au lendemain du fracas, le Venezuela n'est plus seulement un pays en crise : il est devenu le miroir brutal d'un ordre international qui se défait. Le lendemain des frappes américaines sur le Venezuela n'est pas un jour ordinaire. C'est un moment de bascule historique.

Ce qui s'est joué à Caracas dépasse de loin le sort d'un régime contesté ou d'un président honni. Ce qui s'est joué, c'est un changement de langage du pouvoir mondial. La force n'est plus dissimulée derrière des formes juridiques complexes ou des récits humanitaires prudents. Elle est désormais assumée, revendiquée, normalisée.

LA FIN DES FAUX-SEMBLANTS

Les États-Unis ont souvent, par le passé, contourné le droit international. Mais rarement avec une telle frontalité. Cette fois, aucune coalition de façade, aucun mandat multilatéral ambigu. Et surtout, aucune tentative sérieuse de dissimulation politique.

Donald Trump a parlé sans détour. Il a invoqué la lutte contre le trafic, la criminalité transnationale, la sécurité régionale. Mais il a surtout prononcé une phrase qui fera date : « We're going to run the country until such time as we can do a safe, proper and judicious transition. »

Dans cette déclaration, tout est dit. La souveraineté suspendue.

La transition imposée.

La puissance transformée en droit de gestion.

Trump justifie l'opération par trois axes constants de sa vision du monde :

- un ennemi personnifié, présenté comme criminel international ;
- un État jugé défaillant, donc légitimement pénétrable ;
- une ressource stratégique — l'énergie — à sécuriser et à remettre en exploitation.

Lorsqu'il ajoute qu'il n'est « not afraid of boots on the ground », il ne menace pas. Il institutionnalise l'exception.

UN MONDE DIVISÉ, MAIS ÉCLAIRÉ

Face à cette démonstration de force, la planète a réagi de manière éclatée — et révélatrice.

À l'ONU, António Guterres s'est dit « profondément alarmé », évoquant un précédent dangereux et rappelant les principes fondamentaux de la Charte. Un langage feutré, mais lourd de gravité.

Car lorsqu'on parle de précédent, on parle toujours de ce que l'on autorise pour demain.

En Amérique latine, Luiz Inácio Lula da Silva a dénoncé une atteinte grave à la souveraineté, tandis que Gustavo Petro appelait en urgence à une mobilisation diplomatique internationale.

Ces dirigeants ne défendent pas un régime. Ils défendent une ligne rouge : celle qui empêche le monde de basculer définitivement dans la loi du plus fort.

À l'inverse, d'autres ont salué l'opération. À Buenos Aires, Javier Milei a parlé de victoire contre une dictature.

À Tel-Aviv, Benjamin Netanyahu a félicité Washington pour une action menée, selon lui, au nom de la liberté.

Deux visions du monde se font désormais face sans chercher à se convaincre : celle de l'efficacité par la force, et celle de la légitimité par le droit.

LA DISSIDENCE VENUE DE L'INTÉRIEUR

Mais la critique la plus troublante n'est pas venue de l'étranger. Elle est ve-

nue du cœur même de l'Amérique. Bernie Sanders a rappelé une évidence que l'ivresse de la puissance tend à effacer : « The President of the United States does NOT have the right to unilaterally take this country to war. »

Et plus encore :

« This attack makes the United States and the world less safe... it gives a green light to any nation wishing to attack another to seize resources or change governments. »

Sanders ne parle pas du Venezuela seulement. Il parle de l'Amérique face à elle-même, confrontée à la tentation permanente de confondre puissance et impunité.

LE VENEZUELA COMME SIGNAL GLOBAL

Le Venezuela n'est plus un pays dans cette séquence.

Il est devenu un signal.

Un message adressé au Sud global : la neutralité ne protège plus, le droit n'est plus une garantie, et la souveraineté sans puissance réelle est une abstraction fragile.

Ce qui arrive aujourd'hui à Caracas peut arriver demain ailleurs.

CE QUI RESTE, APRÈS LE FRACAS

Ce texte n'est ni une défense d'un régime, ni une condamnation pavlovienne d'une puissance. C'est un constat lucide.

Nous entrons dans un monde où la force ne s'excuse plus.

Où les institutions parlent encore, mais ne tranchent plus.

Où les règles existent, mais ne s'appliquent plus à tous.

La vraie question n'est pas : fallait-il renverser Maduro ?

La vraie question est plus vertigineuse :

Combien de Caracas faudra-t-il avant que le monde accepte que les règles ont changé — ou trouve enfin le courage d'en écrire de nouvelles ?

Un message aux adversaires des Etats-Unis La doctrine «Donroe» inventée par Trump



Le président Donald Trump a justifié samedi l'opération de capture de son homologue vénézuélien Nicolas Maduro par la nécessité de restaurer la suprématie incontestée des Etats-Unis sur l'ensemble des Amériques, un signal qui pourrait inspirer la Chine et la Russie.

Il a présenté cette opération nocturne à Caracas, la capitale du Venezuela, comme une remise au goût du jour de la doctrine Monroe, il y a plus d'un siècle, considérant que l'Amérique latine est la chasse gardée des Etats-Unis.

« On l'appelle maintenant le document +Donroe+, a-t-il assuré lors d'une conférence de presse, accolant son prénom au patronyme de son lointain prédécesseur, James Monroe. « La doctrine Monroe est très importante, mais nous l'avons dépassée de très loin », s'est targué Donald Trump.

« Dans le cadre de notre nouvelle stratégie de sécurité nationale, la domination américaine dans l'hémisphère occidental ne sera plus jamais remise en question », a-t-il dit.

Il faisait référence au document publié il y a près d'un mois par l'administration Trump redéfinissant la « Stratégie de sécurité nationale » des Etats-Unis dans un sens ouvertement nationaliste.

S'agissant de l'Amérique latine, elle affirme notamment que les Etats-Unis doivent chercher à accéder aux ressources et aux emplacements stratégiques et veiller à ce que les gouvernements de la région soient « suffisamment stables et bien gouvernés pour prévenir et décourager les migrations massives vers les Etats-Unis ».

Les Etats-Unis « refuseront aux concurrents non hémisphériques la possibilité de positionner des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou de contrôler des actifs stratégiques » dans la région, selon le document, en allusion à la Chine, principal acheteur du pétrole vénézuélien.

Mais cette posture agressive pourrait encourager des rivaux des Etats-Unis, Chine et Russie en tête, à adopter une attitude similaire dans leur zone d'influence, en particulier vis-à-vis respectivement de Taïwan et de l'Ukraine.

A peine quelques jours avant l'opération visant Nicolas Maduro, initialement programmée pour la toute fin de l'année 2025, la Chine, qui revendique Taïwan comme partie intégrante de son terri-

toire, a conduit autour de l'île des simulations de blocus et d'attaques contre des cibles maritimes.

«DANGEREUX PRÉCÉDENT»

L'opération au Venezuela pourrait également servir d'avertissement aux alliés des Etats-Unis inquiets des menaces de Donald Trump de s'accaparer des ressources stratégiques, à commencer par sa volonté déclarée d'annexer le Groenland, territoire autonome danois.

Jennifer Kavanaugh, directrice de l'analyse militaire Défense Priorities, un groupe de réflexion qui prône une politique internationale américaine moins interventionniste, longtemps sceptique sur la réalité des intentions de Donald Trump quant au Groenland, dit maintenant s'interroger.

« Il ne serait pas très difficile pour les Etats-Unis d'envoyer quelques centaines ou quelques milliers de militaires au Groenland et je ne vois pas bien qui pourrait s'y opposer », dit-elle. L'opération au Venezuela « soulève la question de savoir que si les Etats-Unis peuvent proclamer qu'un dirigeant est illégitime, le destituer et gouverner le pays, pourquoi d'autres ne pourraient-ils pas en faire autant ? », explique Jennifer Kavanaugh.

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'est ainsi inquiété du « dangereux précédent » que constitue l'intervention américaine.

D'autant plus que sous Donald Trump, Washington semble être revenu sur sa politique de fermeté envers Pékin et Moscou. La nouvelle stratégie de sécurité nationale prône un recentrage des Etats-Unis sur leur environnement proche tout en restant sobre sur la Chine et la Russie, amenant certains de ses détracteurs à en déduire que Donald Trump leur reconnaît une suprématie dans leurs sphères d'influence.

A minima, cette opération annonce une ligne américaine plus dure en Amérique latine, estime Alexander Gray, un chercheur de l'Atlantic Council qui a siégé au Conseil de sécurité nationale sous le premier mandat du président républicain. Selon lui, « il est très clair qu'il n'y aura plus aucune tolérance pour le type même de faible influence de la Chine, de la Russie ou de l'Iran que nous avons connue lors des deux dernières décennies ».

CAN 2025: Algérie-RD Congo La tension est déjà à son comble

M. Zeggai

Tous les regards sont braqués sur ce choc Algérie-RD Congo qui pourrait constituer l'un des tournants majeurs de cette CAN. C'est le genre de match qui se joue bien avant le coup d'envoi, comme en témoignent les commentaires et les déclarations enflammées des Congolais. Avant même d'évoquer les préparatifs ou les schémas tactiques, la tension est déjà presque palpable. C'est le genre de rencontre où l'on se dit beaucoup de choses, où chaque mot est interprété, analysé, parfois amplifié.

Un match que tout le monde attend, car il s'agit d'un véritable duel de cultures footballistiques, de fierté nationale et de prestige. Les deux sélections en question ont entamé cette édition avec de grandes ambitions et refusent catégoriquement de céder. Pour de nombreux observateurs, ce tirage n'arrange ni l'équipe nationale ni la RD Congo, mais il promet un choc explosif. D'un côté, l'EN, revancharde et solide, alliant expérience et enthousiasme, habituée désormais à la pression des grands rendez-vous. Grâce à un jeu varié, une progression constante notamment sur le plan tactique et l'éclosion de jeunes talents prometteurs, elle avance doucement, mais sûrement.

De l'autre côté, la RD Congo, porté par son intensité, son impact physique et une rage de vaincre, est capable de faire la différence. Ce match n'est pas seulement une opposition tactique,



c'est avant tout un duel de caractère. La moindre erreur se paye cash. Ce genre de confrontation ne se joue pas, il se gagne. Entre la maîtrise et la confiance des Verts et la puissance des autres: qui aura le dernier mot ?

Seule la vérité du terrain tranchera, au-delà des déclarations et des intentions affichées.

Pour cela, les Verts, qui sont focalisés sur cette affiche, ont déjà entamé la préparation pour ce duel contre les Léopards. Un imprévu est venu perturber quelque peu la préparation. A quelques heures du 8e de finale de la CAN 2025 entre l'Algérie et la RD Congo, Rayan Aït Nouri a suscité l'in-

quiétude en regagnant l'hôtel des Fennecs en ambulance.

Selon certaines sources, le latéral gauche de Manchester City souffre de symptômes de grippe « assez lourds ». Dans l'entourage de l'EN, on se montre assez pessimiste sur les chances de voir Aït Nouri rétabli à temps pour ce choc. Si cette absence venait à se confirmer, elle représenterait un coup dur pour le sélectionneur Vladimir Petkovic.

La situation serait d'autant plus compliquée dans le couloir gauche que Hadjam est également indisponible en raison d'une blessure.

Publicité

MC Oran- Nasr Eddine Nabi le nouvel entraîneur en vue ?

L'absence de vision plonge le Mouloudia dans l'incertitude

M. Zeggai

Que se passe-t-il réellement au sein de Mouloudia d'Oran ? Que faut-il comprendre du silence persistant de la direction face à des dossiers pourtant jugés prioritaires et sensibles ? Plus les jours passent, plus d'interrogations se multiplient, laissant place à un sentiment de flou et d'improvisation qui entoure la gestion. Aujourd'hui, personne ne semble savoir avec précision qui décide réellement de quoi au MCO. A propos du recrutement hivernal, certains proches de l'équipe avancent des noms, proposent des pistes ou défendent des choix qui paraissent répondre davantage à des intérêts personnels qu'à une vision sportive claire et cohérente. Dans le même temps, la liste des joueurs libérés est en attente et ne cesse de susciter moult interrogations sans explications convaincantes ni communication officielle pour éclairer l'opinion publique.

Ces décisions prises dans la précipitation ou sans réelle justification apparente, soulèvent de nombreuses questions et renforcent l'impression d'une gestion approximative, dépourvue de planification et de projection à moyen ou long terme. Ce qui inquiète davantage encore, c'est ce sentiment de déjà-vu. Les saisons passent, mais les mêmes erreurs se répètent, les mêmes zones d'ombre persistent et les mêmes débats ressurgissent, donnant l'impression que le Mouloudia d'Oran tourne en rond, sans tirer les leçons du passé. Jusqu'à quand cette situation va-t-elle durer ?

Jusqu'à quand l'équipe continuera-t-elle à subir les conséquences d'une gestion hésitante et peu lisible ? C'est là toute la question que se pose aujourd'hui le grand et merveilleux public des « Rouge et Blanc » en quête de clarté et d'un véritable projet sportif. A propos de l'effectif, dans une annonce officielle qui a rapidement fait le tour des médias et des réseaux sociaux, le MCO a confirmé le transfert de Boukholda au MC Alger. Cette décision intervient alors que le joueur en question était sous contrat avec le club oranais jusqu'en 2027. D'autre part, on a appris que la direction serait en négociations avec l'entraîneur tunisien Nasr Eddine Nabi. Ce dernier bénéficie d'une solide expérience en Afrique après avoir dirigé de prestigieuses équipes du continent à l'image des Kaizer Chiefs (Afrique du Sud), Young Africans (Tanzanie) et Hilal du Soudan. Toutefois, un obstacle demeure : la résiliation du contrat de l'actuel entraîneur, Juan Carlos Guarido, reste à régler. Si la majorité des fans exigent le limogeage de l'entraîneur espagnol pour insuffisance de résultats, certains proches veulent le maintenir à son poste. Les supporters du MCO suivent de près cette évolution, impatients de connaître la décision finale et l'impact que pourrait avoir cette nomination sur l'avenir du club. Par ailleurs, on croit savoir que le Mouloudia d'Oran a trouvé un accord de principe pour la signature du milieu de terrain international guinéen Ousmane Kokoe Coumbassa et l'attaquant nigérian Stanley Ogoch.

عيشها بلا حساب



اشري TWINBOX و استفاد من عرض إنترنت خاص

7500 دج
3500 دج 350Go
صالحة لمدة 30 يوم

للإستفادة من العرض، زوروا أقرب وكالة جازي

SCAN HERE
إمسح هنا



DJEZZY جازي

Tlemcen

Plus de 6 milliards de dinars pour les infrastructures maritimes et aéroportuaires

La direction des Travaux publics de la wilaya de Tlemcen a consacré une enveloppe financière dépassant les 6 milliards de dinars à l'aménagement de plusieurs infrastructures maritimes et aéroportuaires, a indiqué, dimanche, le service des infrastructures portuaires et aéroportuaires relevant de cette direction.

Ainsi, un montant de 5 milliards et 165 millions de dinars a été affecté aux travaux de renforcement de la digue principale de protection du port de Gha-zaouet sur une longueur de

1.275 mètres. Une somme de 20 millions de dinars a également été allouée à la réalisation d'une étude de protection de la plage "Sidi Youchaâ" dans la commune de Dar Yaghmoracen, sur une distance de 800 mètres.

Il est également prévu de réaliser des travaux de renforcement de cinq aires de stationnement pour avions à l'aéroport international "Messali El Hadj" de Tlemcen, sur un total de 13 aires, pour une enveloppe financière estimée à 200 millions de dinars. A cela s'ajoutent 470 millions de dinars

destinés à la maintenance du même aéroport, ainsi que 450 millions de dinars pour l'entretien des ports et du domaine public maritime au niveau des quatre ports que compte la wilaya, selon la même source.

Ces projets devront être lancés au cours du deuxième trimestre de l'année en cours et confiés à des entreprises publiques spécialisées dans les travaux publics, dans le but d'améliorer la qualité des services fournis et d'assurer la maintenance de ces infrastructures, a-t-on souligné.

Naâma

Le Centre universitaire prend du galon

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a supervisé, dimanche dans la wilaya de Naâma, la cérémonie de promotion du Centre universitaire Salhi-Ahmed au rang d'Université, en présence des autorités locales et des membres de la communauté universitaire.

Lors d'une visite d'inspection de l'établissement promu au rang d'université en vertu du décret exécutif 25-265 du 7 octobre 2025, le ministre a précisé que cette université comprend sept facultés, ainsi qu'un institut d'agriculture pastorale.

Il a souligné que cette promotion traduit la vision de l'Etat algérien visant à faire de l'Université un moteur de la réalisation des objectifs de développement et à renforcer son rôle économique.

M. Baddari a ajouté que cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à hisser la formation universitaire, afin qu'elle devienne un levier essentiel pour la construction d'une économie nationale fondée sur l'entrepreneuriat, la technologie, la science et le savoir.

Dans le même contexte, le ministre a indiqué que la nouvelle orientation économique est désormais une réalité tangible au sein

de cet établissement scientifique, grâce à l'accompagnement de l'Etat des capacités de recherche et d'innovation, ainsi qu'à son soutien à l'entrepreneuriat. Cette vision permet de transformer les connaissances des étudiants et des chercheurs en projets concrets contribuant à l'exploitation des potentialités agricoles, pastorales, touristiques et autres, renforçant ainsi la capacité productive et la création de richesse.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a, d'autre part, insisté sur la nécessité de renforcer les capacités d'encadrement pédagogique de l'Université de Naâma, en fonction des besoins exprimés, afin de créer des spécialités à forte valeur ajoutée répondant aux exigences de l'économie et du développement local, social et environnemental de la région.

Il a rappelé, à cet égard, le rôle central des incubateurs de startups, des laboratoires d'innovation et des centres de développement de l'entrepreneuriat dans la valorisation des résultats de la recherche scientifique et le renforcement du lien entre l'université et son environnement économique et social.

Au cours de sa visite sur le terrain à l'Université Salhi-Ahmed, le ministre a visité une exposition de projets de recherche réalisés par

des étudiants et des porteurs de microprojets au hall du premier pôle universitaire.

Il a écouté des explications concernant des modèles de projets dans plusieurs domaines reposant sur les technologies numériques, le contrôle et la gestion à distance, ainsi que l'intelligence artificielle, notamment dans les secteurs de la santé, des grandes cultures, de l'élevage, du recyclage des déchets et des énergies renouvelables.

A cette occasion, le ministre a mis en avant l'importance accordée par l'Etat algérien au développement de la qualité de la production de savoir au sein des établissements universitaires, à l'encouragement de la compétitivité et de la qualité, ainsi qu'au soutien des projets des étudiants, notamment en matière de financement des projets à fort potentiel économique et capables de créer de la richesse.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a poursuivi sa visite de travail à l'Université de Naâma par l'inspection du projet du nouveau pôle universitaire, d'une capacité de 2.000 places pédagogiques, dont la réception est prévue avant la prochaine rentrée universitaire, ainsi que d'un projet de résidence universitaire de 1.000 lits et d'un grand amphithéâtre d'une capacité de 600 places.

Mascara

Les barrages renforcés après les dernières précipitations

Les barrages alimentant la wilaya de Mascara ont été renforcés par un volume supplémentaire d'eau dépassant les 16 millions de mètres cubes, grâce aux précipitations enregistrées dans la région au cours des derniers jours, ont indiqué, dimanche, les responsables de ces ouvrages hydrauliques.

La même source a précisé à l'APS que le barrage de la commune de Bouhanifia a, à lui seul, reçu 5 millions de mètres cubes d'eau, tandis que le barrage de Ouizert, dans la commune d'Aïn-Fekan, a été renforcé de plus de 4,8 millions de mètres cubes. Le

barrage de la commune de Chorfa a, quant à lui, enregistré un apport supplémentaire de 2,7 millions de mètres cubes.

De leur côté, les barrages de Fergoug, dans la commune de Mohammadia, et de Oued Taria (Aïn-Fares), ont bénéficié, chacun, d'un apport de 1,8 million de mètres cubes, a-t-on fait savoir de même source.

Par ailleurs, à la faveur de ces nouvelles précipitations, le barrage de Oued Taria, situé dans la commune d'Aïn-Fares, d'une capacité de stockage de plus de 7 millions de mètres cubes, affiche, un taux de remplissage dépassant les 90%.

"Sa capacité pourrait atteindre 100% en cas de fortes pluies au cours des prochains jours", a souligné le directeur de cet ouvrage, Mohamed Bekhadra.

Le taux global de remplissage des barrages de la wilaya dépasse actuellement les 40%, soit un volume d'eau stockée estimé à plus de 49,2 millions de mètres cubes.

Cette situation permet d'assurer les besoins de la wilaya en eau potable, ainsi que ceux destinés à l'irrigation agricole, pour une période excédant un an et demi, même en l'absence de nouvelles précipitations, a indiqué la direction de l'Hydraulique.

Sidi Bel-Abbès

Reprise des opérations d'implantation cochléaire au CHU

Les opérations d'implantation cochléaire ont repris au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Sidi Bel-Abbès, dans le cadre de la mise en œuvre du programme national dédié à ce type de chirurgie, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'établissement.

Selon la même source, ces interventions, lancées la semaine dernière, ont concerné des enfants atteints de déficience auditive. Elles ont été réalisées sous la supervision du professeur Farid Boudjenah, chef du service d'oto-rhino-laryngologie (ORL) du CHU de Beni Messous (Alger), en collaboration avec le docteur Adel Tahraoui, chef du service d'ORL et responsable de l'unité d'implantation et d'endoscopie interventionnelle du CHU de Sidi Bel-Abbès.

Dans ce cadre, 16 opérations ont été effectuées pour des enfants originaires de plusieurs wilayas, dont Oran, Mostaganem, Aïn-Temouchent, Relizane, El Bayadh et Saïda. La majorité de ces interventions se sont révélées couronnées de

succès, selon la même source.

La prise en charge se poursuit durant la phase postopératoire grâce à un suivi rigoureux assuré par des orthophonistes. Ce suivi permet d'évaluer l'évolution de l'audition des enfants, leur réponse au traitement et de les accompagner progressivement dans leur intégration sociale.

La cellule de communication a précisé que ces opérations se poursuivront selon un programme couvrant les années 2026 et 2027, avec l'objectif de réaliser environ 50 interventions, reflétant la volonté du CHU d'élargir l'accès à ce type de chirurgie au profit d'un plus grand nombre de patients.

Parallèlement, des sessions de formation sont organisées pour les médecins résidents, spécialistes et le personnel paramédical. Elles visent à renforcer les compétences techniques et administratives dans le domaine de la chirurgie de précision, contribuant ainsi à améliorer la qualité de la prise en charge, à développer l'expertise locale et à élever le niveau de compétence des professionnels de santé.

Béchar

Un homme tué par le monoxyde de carbone



Le monoxyde de carbone a fait une nouvelle victime, samedi en fin d'après-midi, dans la wilaya de Béchar, selon les services de la protection civile. Les secours sont intervenus pour secourir deux personnes intoxiquées au monoxyde de carbone émis par un chauffage, au quartier de

Gharassa, dans la commune de Béchar. Un homme, âgé de 47 ans, a trouvé la mort, ajoute la même source. Une femme de 33 ans souffrant de difficultés respiratoires a été secourue avant d'être évacuée vers l'hôpital local. La dépouille de la victime a été transférée à la morgue.

Adrar

Un véhicule se renverse, un mort et trois blessés

Un tragique accident de la circulation s'est produit dimanche matin dans la wilaya d'Adrar, indiquent les services de la protection civile qui sont intervenus à 9h30. Un véhicule s'est renversé sur la route nationale n° 52, dans la com-

mune de Tit. L'accident a fait un mort d'une trois blessés. Ces derniers ont été évacués à l'hôpital local. La dépouille de la victime a été transférée à la morgue. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances du drame.

La wilaya a atteint une couverture quasi-totale dans ce segment 718 périmètres agricoles raccordés au réseau électrique

Houari Saaïdia

L'électrification agricole est un atout majeur pour la sécurité alimentaire. A l'instar de tout le pays d'ailleurs, jamais la wilaya d'Oran n'a connu un taux d'électrification de périmètres agricoles aussi important comme celui que l'on enregistre depuis 2020.

Une réalité actée par des chiffres et dont le dernier bilan fait ressortir un raccordement de 718 exploitations agricoles, dont des fermes pilotes, à l'échelle locale.

Un chiffre qui correspond à une couverture quasi-totale du périmètre agricole de la wilaya en énergie électrique, et qui représente en tout cas l'objectif final fixé par les services de la Sonelgaz pour fin 2025. Cet acquis a été réalisé grâce à la mise en place d'un réseau énergétique étendu sur environ 339 kilomètres à travers les zones rurales et agricoles de la wilaya. Les travaux réalisés ont consisté en la pose de 229 kilomètres de lignes à basse tension, complétées par 109 kilomètres de réseaux à moyenne tension, permettant d'atteindre des périmètres agricoles parfois enclavés et éloignés des centres urbains. Ce plan d'action mené en coordination avec la Direction des services agricoles (DSA) intervient en application des recommandations des autorités publiques appelant le groupe Sonelgaz à accompagner l'investissement agricole, dans ses segments végétal et animal. Selon les services de Sonelgaz, cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la Répu-

blique et de l'application des directives des hautes autorités de l'Etat. Dans ce sens, elle a fait savoir qu'une série de mesures facilitatrices ont été mises en place afin d'accélérer le programme de raccordement au réseau d'énergie électrique qui répond à la stratégie du soutien de l'Etat au développement du secteur de l'agriculture.

A rappeler que ces opérations ont été lancées après l'annulation de la condition du prépaiement des redevances de raccordement des exploitations agricoles à l'énergie électrique à laquelle étaient soumis les jeunes agriculteurs.

DANS LA DROITE LIGNE DE LA NOUVELLE STRATÉGIE NATIONALE

En effet, l'action qui a été entamée par la direction de Sonelgaz s'est faite sans obligation envers la DAS de régler les frais de ces raccordements à l'avance. Une initiative qui a eu pour effet d'encourager les propriétaires d'exploitations agricoles de se rapprocher de leur direction afin de déposer des centaines de dossiers de demandes de raccordement à l'électricité.

Cela s'inscrit, souligne la société publique, dans le cadre des mesures de facilitation et d'encouragement et de soutien à l'investissement et à l'économie de notre pays. Les projets de raccordement des périmètres agricoles au réseau électrique traduisent une « forte volonté » dans l'engagement des hautes autorités du pays de relancer le secteur agricole et de l'accompagner vers l'efficacité économique escomptée,

souligne-t-on de même source.

Cette couverture totale est le résultat d'un programme d'envergure mené par l'entreprise publique, Sonelgaz, qui a récemment finalisé le raccordement des dernières exploitations encore privées d'énergie électrique. Pour assurer la continuité du service et prévenir les fluctuations ou coupures, notamment durant les périodes de forte sollicitation, 109 postes de transformation ont également été installés, renforçant ainsi la fiabilité du dispositif. Cette infrastructure répond aux besoins essentiels des agriculteurs, en particulier pour l'irrigation des cultures, l'éclairage des exploitations, la conservation des produits agricoles ou encore le chauffage des bâtiments d'élevage, notamment avicoles, dont la dépendance à l'électricité est cruciale.

L'électrification constitue également un levier fondamental pour l'introduction de technologies modernes, telles que les systèmes d'irrigation automatisés ou les équipements de transformation primaire. L'opération a concerné l'ensemble des communes à forte vocation agricole, parmi lesquelles Tafraooui, El Braya, Boufatis, Oued Tlélat, Aïn El Kerma, El Kerma, Aïn El Turk et Benfréha. Cette approche territoriale globale vise à réduire les inégalités entre exploitants et à garantir des conditions de production équitables, indépendamment de la localisation géographique.

Dans le prolongement de ce programme, la Sonelgaz a instauré un guichet vert dédié exclusivement au secteur agricole.

Bureau local de l'Union nationale des transporteurs algériens Chikh Amar reconduit à la tête du syndicat

K. Assia

Le président du bureau local du syndicat de l'Union nationale des transporteurs algériens (UNAT) d'Oran, en l'occurrence M. Chikh Amar Noureddine, a été reconduit avant-hier samedi au même poste, lors d'une assemblée générale électorale organisée au siège de l'union.

Plus de 300 adhérents ont pris part à cette assemblée qui a permis d'élire et de reconduire à l'unani-

mité le même président Parmi les présents, le président du bureau national de l'UNAT, les membres du bureau exécutif de l'union, un huissier de justice, les membres du bureau local et la présidente de l'Organisation nationale de la sécurité routière, a indiqué hier M. Chikh Amar, précisant que l'occasion a été saisie pour sensibiliser les transporteurs en commun et à les informer sur les dispositions prises par le ministère des Trans-

ports qui selon lui a ouvert les portes au dialogue et à la concertation. Une campagne d'information sera donc lancée au profit des transporteurs pour éviter toute protestation en cette période de rentrée scolaire, a-t-il souligné indiquant qu'une réunion est prévue le 6 janvier prochain au ministère pour débattre de la nouvelle tarification et autres préoccupations dont la révision du texte de loi sur la sécurité routière.

APC d'Arzew 20 projets d'une valeur de 646 millions de DA approuvés

K. Assia

L'Assemblée populaire communale d'Arzew a terminé l'année 2025 avec l'approbation de 20 projets de développements. Il s'agit de 20 marchés et projets de développement local pour un montant de 646 millions de dinars, des opérations qui concernent plusieurs secteurs liés au cadre de vie des habitants et dont la priorité a été accordée à l'aménagement urbain et la réfection de la chaussée. Dans ce registre, l'assemblée a procédé, lors de cette session organisée au siège de la commune, à l'approbation à l'unanimité de projets dont le coût dépasse les 107 millions de dinars.

Parmi ces opérations, figurent l'aménagement urbain de Haï Akid Othmane pour un montant de 12,21 millions de dinars, l'aménagement de la rue des Jardins pour un montant de 48,09 millions de dinars en plus de la réhabilitation du réseau routier. Ce dernier projet a été scindé en trois tranches pour un

coût global de 47,47 millions de dinars. Dans le secteur de la jeunesse et des sports, des projets d'une valeur globale de l'ordre de 106,93 millions de dinars ont été approuvés. Ces opérations ont ciblé la réfection de l'éclairage au niveau du complexe sportif Mustapha Zitouni, pour un montant de 58,69 millions de dinars, la réhabilitation de la piste d'athlétisme pour un coût de 48,24 millions de dinars.

Par ailleurs, dans le domaine de l'hygiène, de l'entretien de l'environnement et du matériel, l'APC a approuvé des marchés et des programmes dépassant les 432 millions de dinars. Parmi les plus importantes opérations, il y a lieu de noter l'acquisition de quatre camions d'une valeur de 83,6 millions de dinars, le marché lié à l'entretien de l'éclairage public pour l'année 2026 et dont la valeur est estimée à 49,9 millions de dinars. A cela viennent s'ajouter le contrat du programme de nettoyage Eco Arzew pour 2026 d'une valeur maximale de 150 mil-

lions de dinars et une subvention financière de 150 millions de dinars au profit de la même entreprise.

D'autre part, ces délibérations ont également ciblé les opérations de solidarité initiées durant le mois de Ramadan, les marchés liés aux représentations juridique de la commune pour l'année 2026 en plus des décisions concernant l'organisation de l'activité commerciale.

Dans cet ordre d'idées, on saura que ces décisions portent sur la création d'espaces commerciaux au profit de 31 commerçants qui ont été délogés dont 25 de l'esplanade et 6 de la place du 1^{er} Novembre.

A cela s'ajoute la création d'un autre espace commercial pour les femmes au foyer et productrices. Ainsi et pour améliorer le cadre de vie des habitants et promouvoir le développement local, l'APC a entamé les procédures administratives et aussi techniques pour l'ensemble des opérations annoncées et ce afin de les lancer durant cette année 2026.

Assainissement du foncier agricole 495 dossiers déposés, 11 acceptés et 191 autres rejetés

J. Boukraa

Le dossier de l'assainissement du foncier agricole a été à l'ordre du jour de la réunion de coordination présidée par le wali, samedi. Il a été indiqué que 495 dossiers ont été déposés, dont 363 dossiers examinés par la commission de wilaya. Les résultats ont fait ressortir 11 dossiers acceptés, 191 dossiers rejetés et 161 dossiers ajournés. Les principales causes de rejet sont liées à des terres relevant du domaine forestier, des biens communaux, des propriétés privées, l'absence d'activité agricole, l'existence de litiges, ou encore des terres situées à l'intérieur du tissu urbain. Concernant les dossiers ajournés, les raisons évoquées sont la présence de 14 dossiers au niveau des Domaines de l'Etat pour vérification de la propriété, ainsi que 147 dossiers nécessitant un complément de pièces de la part des concernés.

Par ailleurs, la directrice de l'ONTA a présenté le bilan de l'assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat, dans le cadre des différentes formules d'attribution et d'exploitation prévues par la circulaire interministérielle n°02 du 1^{er} juin 2025. Dans ce cadre, 1.000 dossiers ont été exa-

minés conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n°654 du 11 septembre 2012 et de la circulaire n°1808 du 05 décembre 2017, aboutissant à 811 dossiers acceptés et 189 dossiers rejetés. Le bilan a également porté sur l'état d'avancement des dossiers de cession du droit de concession, inscrits dans le cadre de la même circulaire ministérielle. Dans un autre volet de la réunion, le dossier de la régularisation des constructions conformément aux dispositions de la loi n°08-15 du 20 juillet 2008, fixant les règles de mise en conformité et d'achèvement des constructions, a également été abordé. A ce titre, le wali a donné des instructions fermes aux chefs de daïra et aux présidents d'APC, les appelant à arrêter des chiffres précis concernant les dossiers déposés et à redoubler d'efforts pour accélérer le travail des commissions locales, en vue de statuer sur les dossiers en instance dans les meilleurs délais. Notons que la rencontre s'est déroulée en présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, du secrétaire général de la wilaya, des chefs de daïra, des présidents des Assemblées populaires communales, des directeurs de l'exécutif et des cadres de la wilaya.

Boutlélis Un sexagénaire mortellement fauché par un train

Un sexagénaire a été mortellement fauché par un train de transport de voyageurs assurant la liaison Oran-Aïn Témouchent. Le drame s'est produit la nuit de samedi à dimanche à 20h35, au niveau du lieu-dit Bouyakour, dans la commune et daïra de Boutlélis (wilaya

d'Oran). Alertés, les éléments de la protection civile sont intervenus sur les lieux. La victime, de sexe masculin, âgée d'environ 60 ans, a malheureusement succombé à ses blessures. Son corps a été transféré vers le service de conservation des corps de l'hôpital local. **J.B.**

Saint Eugene Un homme tué par le monoxyde de carbone

Le monoxyde de carbone, surnommé le « tueur silencieux », a encore frappé dans la wilaya d'Oran. Un homme âgé de 48 ans a trouvé la mort, samedi soir, suite à une intoxication au gaz à l'intérieur de son domicile. Selon un communiqué des services de la protection civile, l'intervention a eu lieu à 20h12, après un appel

signalant un cas d'intoxication au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau installé dans la salle de bain sans système de ventilation. Le drame s'est produit au 18, rue Badid Houmad, quartier El Makkari ex-Saint Eugene. Le corps a été transféré vers le service de conservation des dépouilles du centre hospitalier local. **J.B.**

Suite à une vidéo circulant sur les réseaux sociaux Des auteurs d'agression avec violence arrêtés

K. Assia

Suite à une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux montrant des individus en train d'agresser violemment une personne et lui subtiliser une somme d'argent et aussi une moto, les éléments de la police judiciaire de la 17^{ème} sûreté urbaine sont parvenus, en un laps de temps, à arrê-

ter les auteurs.

En effet, la plainte déposée par la victime a permis aux enquêteurs d'entamer les recherches sur le terrain et aussi les investigations techniques ce qui a donné lieu à l'identification des mis en cause. Ils ont été arrêtés et présentés au tribunal d'Oran où ils ont été placés sous mandat de dépôt.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

16 rajab 1447				
El Fedjr 06h43	Dohr 13h08	Assar 15h44	Maghreb 18h05	Icha 19h29



Jijel

Sept milliards de DA pour les travaux publics

Les travaux de construction d'un pont à l'entrée Est de la ville de Jijel seront bientôt lancés dans l'optique d'améliorer la fluidité de la circulation automobile, a déclaré, dimanche, le directeur de wilaya des travaux publics, Slimane Khelafa. Le même responsable a précisé à l'APS que l'étude technique relative à la réalisation de cet ouvrage d'art, dans la zone dite "3ème kilomètre", étant achevée, le lancement des travaux n'est plus tributaire que de la finalisation des procédures administratives d'usage et du choix de l'entreprise de réalisation. Selon M. Khelafa, ce pont d'une longueur de plus de 100 mètres, pour la réalisation duquel un investissement public de 600 millions de dinars a été consenti, sera agrémenté d'un rond-point que l'ouvrage enjambera afin de permettre aux véhicules se dirigeant vers l'Est de la wilaya et de quitter la ville de Jijel en toute fluidité.

Guelma

De nouvelles unités industrielles bientôt opérationnelles

Les unités industrielles productives activant dans la wilaya de Guelma dans les deux secteurs public et privé assurent un total de 3.696 postes d'emploi permanents avec des perspectives d'augmentation des emplois dans le secteur industriel en 2026, selon le directeur de l'industrie. Dans une déclaration à l'APS, M. Sami Banaboud a précisé que 1.736 de ces effectifs actifs travaillent dans des unités du secteur public et les 1.960 autres dans des unités du secteur privé. Ce tissu industriel est constitué de 89 unités dont 10 du secteur public et 79 du secteur privé, selon la même source qui a précisé que 48 unités activent dans la filière industrielle agroalimentaire de production de pâtes, conserves, sucre, lait, semoule, farine, l'huile d'olive, l'eau minérale et boissons gazeuses. Les autres unités se répartissent sur les secteurs des industries mécaniques, la production des matériaux de construction, la transformation du bois et l'aluminium et les activités de récupération et de recyclage, selon la même source.

Constantine

12 nouvelles spécialités pour la formation professionnelle

Douze nouvelles spécialités ont été introduites dans le cursus de la formation professionnelle dans la wilaya de Constantine, dès la rentrée prochaine, prévue le 15 février 2026, a indiqué dimanche le directeur du secteur, Houssein-Eddine Lekhal. Dans une déclaration à l'APS, le responsable a précisé que ces nouvelles spécialités sont "contrôle et

Ouled Djellal

La régularisation du foncier agricole se poursuit

Des actes de propriété et de concession ont été remis, en 2025, à 186 agriculteurs de la wilaya d'Ouled Djellal, selon la direction des domaines. Selon le directeur du secteur, Tayeb Chenoufi, cette opération, inscrite dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole, a donné lieu à la délivrance de 140 titres de propriété conformément aux dispositions de la loi n 83-18 du 13 août 1983 relative à l'accès à la propriété foncière agricole. Le même responsable a également indiqué qu'en vertu de cet assainissement, des actes de concession ont été remis à 46 agriculteurs conformément aux dispositions du décret exécutif n° 21-432 du 4 novembre 2021 définissant les conditions et modalités d'attribution des terres relevant du domaine privé de l'Etat, à mettre en valeur dans le cadre de la concession. M. Chenoufi a affirmé que les dossiers déposés par les agriculteurs auprès des services du cadastre, de la conservation foncière et des biens de l'Etat, en coordination avec la direction des services agricoles ont été étudiés avec célérité dans le cadre des efforts visant à assainir le foncier agricole.

Illizi

Caravane médicale dans les zones reculées

Un total de 344 consultations médicales ont été effectuées, durant la deuxième quinzaine de décembre dernier, dans le cadre d'une caravane médicale au profit des populations des zones enclavées de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Intervenant en application des directives de la direction générale de la Protection civile visant à rapprocher les prestations de santé des populations des zones reculées dans le sud du pays, l'initiative a ciblé les zones de Takhemelt, Imehrou, Tihoubar, Oued-Ihane, Iherher, et Issouane, a-t-on précisé. Une équipe pluridisciplinaire a été mobilisée pour les soins de cette opération, qui a porté sur des consultations médicales et la remise gratuitement de médicaments de base, en plus de prodiguer des conseils médicaux, a ajouté la même source. La caravane a permis ainsi d'assurer des consultations médicales et d'orienter les cas d'urgence vers l'établissement public hospitalier d'Illizi pour la poursuite de la prise en charge des malades. Cette caravane de solidarité s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la Protection civile pour renforcer la couverture sanitaire en régions enclavées et contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires des populations dans le Sud, a conclu la même source.

Mila

Un mort et deux blessés dans un accident de la route

B. Bousselah

Un tragique accident de route s'est produit, dimanche à 9 heures sur la RN 79 au niveau du rond point de Ferdoua dans la commune de Sidi Mérouane, faisant 1

Médéa

De nouveaux projets pour améliorer l'alimentation en eau



Le secteur des ressources en eau dans la wilaya de Médéa a bénéficié, au titre de l'exercice 2026, de plusieurs projets visant à renforcer les capacités de mobilisation des ressources hydriques et à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) de nombreuses localités, a-t-on appris, dimanche, des responsables de ce secteur. Cinq projets importants ont été inscrits au programme du secteur des ressources en eau, dont la concrétisation permettra de consolider les acquis des dernières années, qui ont permis d'augmenter les capacités de mobilisation des eaux souterraines et superficielles, mais aussi d'assurer une alimentation régulière en eau potable des foyers, a fait savoir le directeur local des Ressources en eau (DRE), Nacereddine Bechani.

Il s'agit de l'inscription du projet de réalisation de 25 forages dans plusieurs communes du sud de la wilaya, dont Chahbounia, Azziz, Derrag et Mfatha, ainsi que du transfert des eaux du forage d'Oum Er-rich, dans la commune d'Ain-Boucif, pour renforcer l'alimentation en eau potable des foyers de cette commune et ceux de la commune de Chellaet-El-Adhaoura, a-t-il détaillé. M. Bechani a fait état, en outre, de l'inscription d'un projet d'extension de la conduite d'eau alimentant la commune de Berrouaghia à partir du barrage de Ghrif (Ain-Defla), pour alimenter quatre communes supplémentaires, à savoir Zoubiria, Seghouane, Ouled-Deid et Robeia. Deux autres projets d'égale importance figurent sur la liste des projets octroyés au secteur pour l'exercice 2026, et concernent la réalisation de réservoirs d'eau de différentes capacités à travers onze communes rurales, dont Mihoub, Ouzera, Maghraoua, Medjebeur, Ouled-Deid et Azziz, ainsi que la rénovation des réseaux d'adduction d'eau potable dans seize communes, a-t-il ajouté. Selon ce responsable, 35 réservoirs d'eau et 28 forages ont été mis en service à travers 22 communes dans le cadre d'un plan destiné à sécuriser l'alimentation en eau potable de ces communes au cours des deux dernières années.

Bouira

Deux blessés dans une collision

Farid Haddouche

Les ambulanciers de la protection civile de l'unité secondaire de la commune de Kadiria sont intervenus avant-hier vers 18h07, suite à un accident de la route sur la route nationale n°5, dans le centre de Kadiria. Deux véhicules se sont télescopés, faisant deux blessés. Ces derniers ont été pris en charge puis évacués vers l'hôpital Ali Ouamrane de Lakhdaria.

Ouargla

Plus de 52 kg de drogues saisis

Plus de 52 kilogrammes de drogues ont été saisis durant l'année 2025 par les services opérationnels de la sûreté de wilaya d'Ouargla, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de ce corps sécuritaire. Ces saisies ont porté sur plus de 49 kg de kif traité et 2,865 kg de drogues dures (co

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
16 rajab 1447				
El Fedjr 06h29	Dohr 12h53	Assar 15h27	Maghreb 17h48	Icha 19h12



Le crime colonial français et le déni pathologique

Par **Mazouzi Mohamed**

Suite et fin

Jean-Michel Apatie ne sera pas le seul à faire ce parallèle entre les crimes coloniaux et les crimes nazis. Suite aux massacres perpétrés par l'armée coloniale en 1945, le journal « Ohé Partisans ! », fondé par un groupe de résistance communiste des F.T.P., titre à l'époque: « Oradour sur Glanes en Algérie ». L'ancien résistant Paul Teitgen⁽¹⁰⁾ torturé autrefois par la Gestapo, et donc plus lucide quant à la question du bien et du mal, n'hésita pas à comparer l'action des militaires français à celle de la police secrète du Troisième Reich. « La France risque de perdre son âme », dira-t-il en remettant sa démission à Pierre Lacoste le 24 mars 1957.

Dans son dernier livre paru en Novembre 2025 « Oradours coloniaux français. Contre le roman national », le politiste et historien Olivier Le Cour Grandmaison fera plus qu'approuver les propos de Jean-Michel Apatie, pour l'historien la colonisation toute entière n'aura été qu'une longue série d'Oradours qui seront très tôt inaugurés par Bugeaud lui-même. Il fera l'autopsie d'un Roman national français dont l'incroyable survivance des mythes continuent d'exercer un envoûtement néfaste sur des esprits apparemment lucides, à induire en eux ce sentiment d'impeccabilité rétif à toutes formes de critique de remise en cause et in fine à expliquer ce Déni pathologique et ce délire narcissique français Haut du formulaire

Au micro de France Inter, Benjamin Stora a notamment déploré que « des générations entières » soient « passées sur les bancs du lycée et de l'université sans même savoir ce qu'était la colonisation, la guerre d'Algérie. »⁽¹¹⁾

On avait misé sur le système éducatif français avec le remaniement des ses programmes scolaires pour assurer la mise en place d'un enseignement (revisité) du Fait Colonial.

Dans ses recherches sur l'enseignement du fait colonial mis en place depuis 1980,⁽¹²⁾ l'historienne et essayiste Laurence De Cock fera mention des difficultés et des antagonismes qui minent l'enseignement du fait colonial « Comment convaincre du caractère universel des valeurs et des principes républicains en donnant à voir leur violation légitimée par cette même République ? » (p.14). L'historienne s'intéressera également à la tension entre l'universalisme républicain et la pluralité culturelle sur le traitement de la « question coloniale ». Pour l'historienne, le « fait colonial » est un sujet éminemment sensible pour l'Éducation nationale puisqu'il renvoie directement la République française à ses contradictions. L'enseignement des valeurs universalistes de la République, telle que l'égalité en droit des Hommes, se heurte à la réalité de l'empire colonial et des inégalités de fait et de droit entre colonisateurs et peuples colonisés.

L'historienne Suzane Citron portera les mêmes critiques⁽¹³⁾ « L'histoire des autres est toujours absente. La légitimité des conquêtes n'est pas mise en question (P.101) La Raison d'Etat est toujours légitime (P.103) L'histoire de la colonisation reste ambiguë, même si s'amorcent les éléments d'une historiographie critique (P.109). « Une histoire totalitaire (...) Mémoire de l'Etat à l'exclusion des autres mémoires » (P.112)

Les massacres de masses ont perduré de 1830 jusqu'à la fin du 19ème siècle. Les psychopathes de



l'armée coloniale ayant disparu entre-temps [Bugeaud, Lamoricière, Changarnier, Pélissier, Saint Arnaud, Cavaignac, Montagnac]. La France pensait que sa satanée pacification arrivait à son terme. C'était sans compter sur cet extraordinaire esprit de résistance nationale des Algériens.

Les massacres de masses reprirent de plus belle pour étouffer un nationalisme grandissant : 1945 [Setif, Guelma, Kherrata], 1955 [le Nord Constantinois]. Avec le déclenchement de la révolution algérienne en 1954, la mécanique coloniale criminelle commence à s'emballer, le crime de masse se réinstalle avec des moyens modernes et sophistiqués.

En votant la mise en place des Pouvoirs Spéciaux, la France coloniale déchainera les enfers parmi les algériens (systématisation de la torture, exécutions sommaires, disparitions, Justice d'exception-Tribunaux militaires, création de Centres de triage et de transit, Centres d'hébergement, Camps de regroupement, Lieux d'interrogatoires et de tortures innombrables), espaces de non-droit ou aucune personne ne pouvait y accéder. Aucune information ne pouvait être publiée sans que ses auteurs n'encourent les représailles prévues par un Loi française ultra répressive et liberticide.⁽¹⁴⁾

Cette guerre finale sera menée par une nouvelle portée d'assassins, rescapés de l'Indochine [Salan, Bigeard, Massu, Aussaresses, Godart, Trinquier]. Une nouvelle page allait s'ouvrir, la plus sanglante et la plus déshonorante pour la France. C'est le temps des pouvoirs spéciaux, une créature bizarre qui allait opérer en dehors de toute légalité et de toute humanité. Les massacres d'octobre 1961 seront gérés par un assassin d'une autre trempe, ancien collaborateur qui n'aura aucun compte à rendre pour les Algériens balancés dans la Seine et tabassés à mort mais qui sera condamné pour crime contre l'humanité dans une autre affaire. La France s'en servira assez longtemps quand elle en avait besoin. Drôle de République.

Il est plus aisé de Haut du formulaire comprendre que le Maréchal Soult ait cautionné en 1845 les crimes du Général Pélissier que de voir la 4ème République se laisser aisément compromettre au point de couvrir des atrocités innombrables liées à la guerre d'Algérie :

La systématisation de la torture :

Les historiennes françaises Sylvie Thénault et Raphaëlle Branche, en parlant de cette bestialité consubs-

tantielle à l'ordre colonial, ne feront que confirmer ce phénomène étrange et permanent dans l'Histoire du colonialisme, Frantz Fanon écrira à ce sujet « La torture en Algérie n'est pas un accident ou une erreur ou une faute. Le colonialisme ne se comprend pas sans la possibilité de torturer, de violer ou de massacrer. La torture est une modalité des relations occupant-occupé. »⁽¹⁵⁾ Le célèbre avocat Pierre Vidal-Naquet affirmera que « Dans la guerre d'Algérie la torture n'était pas un accident, il s'agissait d'un système dans lequel l'Etat tout entier s'était trouvé engagé »⁽¹⁶⁾

Camps de regroupement :

Il y aura plus de 2000 Camps de regroupement pour enfermer définitivement 2,5 à 3,5 millions d'Algériens (soit entre un tiers et la moitié de la population rurale). Des centaines de milliers d'Algériens y périront dans ces Camps de l'enfer que la France essaya de présenter comme des villages modèles construits pour réaliser le développement économique et social de la paysannerie algérienne.

« Rien, dans la guerre d'Algérie, n'est aussi important que le problème des regroupements. Rien aussi n'a été plus tardivement et plus mal connu de l'opinion française »¹⁷

Le 17 février 1959, Michel Rocard, jeune énarque Inspecteur des Finances remet au délégué général en Algérie un rapport sur la situation plus qu'alarmante, voire même quasi-génocidaire, sur les fameux Camps de regroupements algériens.⁽¹⁸⁾ On essaya en vain de cacher ce rapport et de limoger son auteur. Les journaux « France Observateur » et « Le Monde » (16/17 avril 1959) arriveront, quand-même, à

publier de larges extraits du rapport en soutenant sa vision alarmiste du sort des populations algériennes. Cet événement soulèvera la terrible question au sujet de l'ignorance totale de l'opinion publique et de l'indifférence scandaleuse des autorités civiles et militaires.

A partir de 1955, le C.I.C.R (Comité International de la Croix Rouge) effectuera sept missions en Algérie dont le but était de s'enquérir du sort des personnes détenues (Camps de transit, Camps de regroupement, prisons, centres d'hébergement), il aura énormément de mal à obtenir les autorisations nécessaires et on ne peut pas dire que le résultat de ses rapports auront radicalement changé grand-chose, ils n'ont fait qu'effleurer l'insondable question de la Torture et l'incommensurable tragédie qui se déroulait à l'insu du monde entier. Il y aura un nombre incalculable de lieux d'internements et de torture clandestins ou inaccessibles aux autorités civiles et où le pouvoir militaire continuera d'exercer ses sales besoins. Ce n'est qu'au bout de sa septième mission, effectuée du 15 octobre au 27 novembre 1959, que le CICR rendra son rapport accablant sur les lieux de détention⁽¹⁹⁾, (surpopulation, promiscuité, absence d'hygiène, maladies dans de nombreux camps, voire des cas de torture et des disparitions forcées.) Lorsque le CICR avait remis au Gouvernement ses conclusions, l'armée torturait déjà massivement en Algérie, depuis 1956, en vertu des pouvoirs spéciaux dont elle sera dotée la même année [création des Camps d'internement, du CCI - Centre de Coordination Interarmées et des DOP- Dispositifs Opérationnels de Protection].

Références :

- (10) _ Paul Teitgen (1919 - 1991), résistant et déporté pendant la Seconde Guerre mondiale, secrétaire général de la police française à Alger, pendant la guerre d'Algérie, il révéla que plusieurs centaines de personnes furent exécutées sommairement.
(11) _ La guerre d'Algérie et la colonisation ont-elles longtemps été passées sous silence à l'école ? » <https://www.tf1info.fr/societe/la-guerre-d-algerie-et-la-colonisation-ont-elles-longtemps-ete-passees-sous-silence-a-l-ecole-2176186.html>
(12) _ Laurence De Cock, « Dans la classe de l'homme blanc, L'enseignement du fait colonial des années 1980 à nos jours », Presses universitaires de Lyon, août 2018.
(13) _ Citron S., « Le mythe national, l'histoire de France revisitée », Les ed. de l'atelier. 2017.
(14) _ Loi N° 55-385 du 3 avril 1955 instituant un état d'urgence, article N°11 – alinéa 2.
(15) _ F. Fanon : Articles El Moudjahid : N°8(05.08.1957)/ N°35(15.01.1959)/N°37(25.02.1959).
(16) _ Entretiens avec Pierre Vidal-Naquet sur la torture au micro d'Anouk Adelman diffusés la 1re fois les 3, 4 et 5 avril 1972 sur France Culture.

- (17) _ Pierre Vidal-Naquet, La raison d'Etat. Textes réunis par le comité Maurice Audin. Ed.Minuit, Paris, 1962, p.204
(18) _ Michel Rocard, « Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie », Ed. Mille et une nuits, 2003 - 332 pages
(19) _ Françoise Perret, « L'action du Comité international de la Croix-Rouge pendant la guerre d'Algérie (1954-1962) », https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/irrc_856_perret.pdf
(20) _ Le Monde « Le Rapport du Comité International de la Croix Rouge sur les camps de transit et d'internement d'Algérie » Publié le 05 janvier 1960
(21) _ Pierre Vidal-Naquet, « La Torture dans la République », Ed.de Minuit, Paris, 1972, p.11
(22) _ Karim Aoudia, « Benjamin Stora à Canal Algérie : « Des algériens ont été brûlés vifs au napalm français », journal El-Moudjahid du 25/03/2025
-Raphaëlle Branche, « Quand l'armée française « pacifiait » au napalm », Orient XXI, 25/05/2022, <https://orientxxi.info/quand-l-armee-francaise-pacifiait-au-napalm,5638>
(23) _ Fabrice Riceputi, « Petite histoire de notre bonne conscience coloniale (1962-2023) », Socio. La nouvelle revue des sciences sociales, n° 19, 6 novembre 2024, p. 99-108.

Le phénomène de la torture était déjà bien connu mais ce fut la première fois qu'un organisme officiel en fasse référence. Le journal « Le Monde »⁽²⁰⁾ en publiera le 5 janvier 1960 de larges extraits qui mentionnaient « de nombreux cas de sévices et de torture ». Cette publication exacerbera la tension au sein d'une opinion française divisée et hésitante, au sujet de la torture.

« Un pays de tradition libérale peut-il voir en quelques années ses institutions, son armée, sa justice, sa presse, corrodées par la pratique de la torture, par le silence et le mensonge observés autour de questions vitales qui mettent en cause la conception même que l'Occident affirme se faire de l'homme ? »⁽²¹⁾

L'utilisation des gaz chimiques et du Napalm :

On apprendra que l'armée, en violation du Protocole de Genève (1925), utilisera massivement et indistinctement des gaz chimiques pendant la guerre d'Algérie, elle reproduira à une échelle plus terrifiante et moderne les méthodes expéditives du Général Pélissier. Ce n'est que récemment que sera amplement médiatisée cette période sombre, couverte par la république et très peu connue de l'opinion publique française.

Benjamin Stora précise, en 2025, « qu'en Algérie, les Français ont été les premiers à faire des bombes au napalm un usage régulier, y compris contre des villages »⁽²²⁾

L'historien Fabrice Riceputi, indique en 2024 que le refus, de la part des autorités françaises, d'ouvrir à cette date les archives relatives à la guerre des grottes est symptomatique d'une « incapacité chronique de la République française à reconnaître et à condamner des crimes coloniaux commis par elle et en son nom »⁽²³⁾ Plusieurs historiens demandent, depuis 2020, l'ouverture des archives militaires sur l'utilisation d'armes chimiques, par l'armée française, pendant la guerre d'Algérie. Le travail de l'archiviste Christophe Lafaye sera particulièrement médiatisé en 2022 par l'enquête de la journaliste Claire Billet puis par la diffusion en 2025 d'abord déprogrammée du documentaire, « Algérie, sections armes spéciales », de Claire Billet.

Cette France qui malgré toutes ses turpitudes ose reprocher à l'Algérie d'avoir criminaliser la colonisation et l'accuse de faire obstruction à la réconciliation franco-algérienne pendant qu'elle offre une tribune, encourage et finance sur son sol et ailleurs des activités subversives des ennemis de l'Algérie (Médias numériques, écrivains, Groupe terroriste) qui portent atteinte à la sécurité nationale de l'Algérie. Le spectre des Oradours coloniaux refuse de désert nos mémoires. *Universitaire

République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya de Mostaganem
Daira de Sidi Lakhdar
Commune de Ben Abdelmalek Ramdane

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES

N° 4/2025
NIF : 098527139000231

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Ben Abdelmalek Ramdane lance un avis d'Appel d'Offres Ouvert Avec Exigence des Capacités Minimales suivantes :

- Lot 01 : Réalisation réseau d'assainissement au Douar Ouled Younes (3^{ème} tranche).
- Lot 02 : Réalisation réseau d'assainissement au ferme Bouchareb (2^{ème} tranche).
- Lot 03 : Extension réseau d'assainissement au Douar Ouled Lhadj 1et 2

Les soumissionnaires intéressées par le présent avis peuvent télécharger les cahiers des charges sur la page officielle de l'APC Ben Abdelmalek Ramdane ou auprès du bureau des marchés de l'APC contre paiement pour de la somme de (10.000,00 DA).

Les offres doivent être présentées en quatre enveloppes.

L'enveloppe extérieure devra être strictement anonyme et portera la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » en plus de l'intitulé du projet et elle doit contenir trois (03) enveloppes distinctes relatives l'une à l'offre technique et l'autre à l'offre financière et la troisième le dossier de candidature.

Les offres doivent être constituées des pièces suivantes

Offre Technique : est composée de

- 01- Déclaration à souscrire.
- 02- L'instruction aux soumissionnaires dûment renseignée et paraphée.
- 03- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé et paraphé sur chaque page.

Offre financière : est composée de :

- La lettre de soumission signée et paraphée.
- Devis quantitatif et estimatif signé et paraphé
- Le bordereau des prix unitaires signé et paraphé.

dossier de candidature : est composée de :

- déclaration de candidature
- déclaration de probité
- tous autres documents permettent d'évaluer l'offre technique

04- Copie du registre commerce

05- Copie de la carte d'immatriculation fiscale (NIF)

06- Une copie du certificat de qualification et classification Professionnelle en cours de validité à la date de l'ouverture des plis : **QUALIFIÉ EN TRAVAUX HYDRAULIQUE principale Catégorie 2 et Plus pour lot 01 et lot 02 et QUALIFIÉ EN TRAVAUX HYDRAULIQUE principale Catégorie 3 et Plus pour lot 03.**

07- copie des Attestation de mise à jour CNASAT, CASNOS, CACOBATH en cours de validité à la date de l'ouverture des plis.

08- copie du statut pour la personne morale cas échéant

09- Extrait de rôle apuré, comportant toutes les impositions (IRC, TAP, TVA,) délivré au niveau du lieu d'activité en cours de validité à la date de l'ouverture des plis.

10- Le casier judiciaire du responsable ou gérant de l'entreprise signataire (moins de trois (03) mois en cours de validité à la date de l'ouverture des plis.

11- Planning d'exécution des travaux et délais.

12- Attestation de dépôt légale des comptes sociaux (pour la personne morale cas échéant)

13- Etat Liste des moyens matériels à mettre sur chantier dûment justifiés (de carte d'immatriculation ou Récoépissé avec attestations d'assurances ou un contrat de location Notarié ou de leasing) Et Pour les équipements (matériels non roulant), le soumissionnaire devra présenter des factures d'Achat

réglementaires ou PV de constat d'huissier en cours de validité à la date de l'ouverture (la validité d'une année).

14- Etat Liste des moyens humains à mettre à la disposition du chantier dûment justifiés (de copie des diplômes avec l'état des mouvements de salaires valide à la date de l'ouverture des offres

15- références professionnelles de l'entreprise en travaux similaires.

16- Mémoire technique

CONDITIONS L'ELIGIBILITE:

1- **Capacités professionnelles**

Disposer d'un certificat de qualification et de classification

2- **Capacités financières**

Avoir un cumul du chiffre d'affaire des 03 années/2022-2023-2024/supérieur ou égale à 15.000.000,00 DA

3- **Capacités techniques**. Le soumissionnaire devra avoir réalisé, au moins un projet similaire.

La durée de préparation des offres est fixée à (10) jours à compter à la première publication dans les quotidiens nationaux ou BOMOP ou journalisme électronique les offres devront être déposées au niveau de service marché au siège de la commune Ben Abdelmalek Ramdane wilaya de Mostaganem à 14 :00h le dernier jour de délai de la préparation des offres .

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.

Les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés sont invités pour assister à l'opération d'ouverture des dossiers de candidature, des offres techniques et financières le dernier jour de délai de la préparation des offres au siège de la commune Ben Abdelmalek Ramdane à 14 :00 h en séance publique. si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Fait à Ben .A. Ramdane , Le

Le Président d'APC

ANEP N° 253101713 Le Quotidien d'Oran 05/01/2026

VEHICULES

■ Achat véhicules accidentés ou en panne. Léger et Lourd
Tel : 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82. Vend pièces détachées BMW, Land Rover, Volkswagen Tel : 0771.87.77.73 / 0550.54.50.34

APARTEMENTS

■ A louer F3, 85 m², 2°, meublé, Maraval + A louer F4, 160 m² 5°, avec ascenseur, meublé, frange maritime + A.V villa R+1, 400 m², la Lofa + A.V villa R+1, 270 m², avec piscine, ttes comm, la Lofa + A.V F4 140 m², 3°, avec ascenseur, ttes comm + 2 box Maraval – Tel : 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

■ Vends appart F7, 153 m², style haussmanien, 3° étage, un par palier, avec livret foncier, daté de l'année 2025, dans immeuble bien entretenu. Faire offre et prendre rendez-vous pour visite – Tél : 069 9.66.58.38

PENSÉE

Voilà un an, ce 05 janvier, depuis que nous avons perdu notre chère mère

Mme Vve KANSAB Zoubida.

Ton départ a laissé un vide immense, mais tu es toujours dans nos cœurs et nos pensées, nous tes filles Karima, Faouzia, Samia et nos enfants, t'aimons fort. Allah yarahmek

VILLAS

■ A vendre maison de maître, 152 m², 10 m de façade, bien située à Choupot, Oran, Tél : 0699.62.03.28 whatsapp : 00336.52622318

HOMMAGE

La famille KICHOU rend hommage à sa mère

Mme Mekioussa KICHOU LALMAS.

Il y a dix-sept ans, le 05 janvier 2009, nous avons dit au revoir à notre chère mère née le 23 septembre 1936. Dix-sept années se sont écoulées, mais l'absence de sa voix et de ses mots réconfortants restent, profondément ressentie. Les souvenirs de sa présence envahissent nos esprits, particulièrement à cette date anniversaire, nous rappelant l'impact durable de sa vie. Bien que la vie continue avec ses joies et ses peines, elle reste à jamais gravée dans nos cœurs avec tout notre amour.
Tes enfants KICHOU

Office Public De L'Huissier De Justice

Maître TAHRAOUI Bahous : Huissier de justice près le Tribunal d'Arzew

Adresse : Avenue el Kouds - Arzew

Tel : 05-54-10-14-48 / 06-60-80-11-01

E-mail : maitre.tahraoui-b@live.fr

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES, UNIQUEMENT SUR SOUMISSIONS CACHETÉES

Il sera procédé le 14 janvier 2026 à 11 h 00 au profit de : **Etablissement hospitalier universitaire 01^{er} Novembre 1954 (E.H.U)** à la vente aux enchères publiques d'un seul lot ci-dessous Indiqué :

Lot Unique	Désignation
	Divers : lot de ferraille, lot d'aluminium, portes en bois (blanc et orange) fenêtres, radiateurs, portes-fenêtres et portes en aluminium.

Conditions de Participation :

- Vente sans garantie et en l'état.
- Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'huissier de justice contre un paiement de 1.000 DA.
- Le paiement de la caution de garantie (indiqué dans le cahier des charges) pour chaque lot et le dépôt de soumissions se fera avant le jour de la vente aux enchères. au plus tard le 13 janvier 2026, avant 16H00 (aucune soumission ne sera acceptée le jour de la vente).
- Le paiement intégral du lot sera effectué exclusivement par chèque de banque certifié, libellé à l'ordre du Maître B. TAHRAOUI.

AVIS DE PROROGATION DE DELAI DE L'APPEL D'OFFRES DE PREQUALIFICATION NATIONAL N° 86/2025/OTA/AOP/INDIR

Optimum Telecom Algérie SPA informe l'ensemble des sociétés intéressées par l'Appel d'offres de Préqualification National N° **86/2025/OTA/AOP/INDIR**. Portant objet : « **Achat Chariot élévateur et Gerbeur Electrique** », que la date de dépôt des offres prévue pour 07/01/2026 à 14h00 est prorogée jusqu'au 18/09/2026 à 14h00. (Heure locale), date limite de remise des offres.

Les soumissions qui parviendront après la date et heure limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Optimum Telecom Algérie s.p.a

Siège social : Route de wilaya, Lot n°37/4, Dar El Belda - Capital social : 164 002000000,00 DZD
www.djezzy.dz



2

09.55 Bel & Bien ensemble
10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.10 Affaire conclue
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
19.10 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
21.00 Mot de passe : le duel

21.10 Mitterrand confidentiel



Saison 1 - Episode 1

En septembre 1994, le président François Mitterrand, qui doit gérer une cohabitation avec le Premier ministre Edouard Balladur de plus en plus tendue, est attaqué de toutes parts, y compris par son propre camp, à l'occasion de la sortie du livre de Pierre Péan "Une jeunesse française", lequel retrace sa trajectoire sous Vichy. Refusant d'abord de se justifier, François Mitterrand rassemble ses souvenirs, depuis son évasion du stalag jusqu'à la rencontre avec Danielle, sa future épouse, puis son entrée en Résistance, avant d'accepter d'apporter une réponse en direct aux Français, malgré son état de santé incertain...

3

09.15 ICI dans votre région
10.50 La cuisine des mousquetaires
11.20 Flavie en France
12.15 ICI 12/13
14.00 Meurtres au paradis
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
19.05 Dans le rétro
19.08 Le journal des talents
19.15 ICI 19/20
19.50 On vous emmène ici
20.25 Un si grand soleil

21.10 Les apparences



Derrière les dorures de l'Opéra de Vienne et les salons élégants de l'Institut français, Eve Monli- bert (Karin Viard) et son époux Henri (Benjamin Biolay) incarnent le couple parfait : lui, chef d'orchestre admiré, elle, femme cultivée et mère dévouée à leur fils Malo. Leur existence, aussi lisse qu'une partition bien jouée, semble à l'abri des turbulences. Pourtant, lors d'une soirée mondaine dans leur appartement viennois, Eve découvre l'impensable.

23.05 Pas de repos pour Marco

4

10.54 Shaun le mouton
11.14 Les as de la jungle à la rescousse
11.36 Les as de la jungle : en direct
12.25 Potobot
13.25 C'est toujours pas sorcier
13.59 ASKIP
14.20 Presque populaires
14.40 Scooby-Doo
15.26 Héros à moitié
15.59 Molusco
17.45 Les aventures de Pil
18.32 Okoo-koo
18.41 Bluey
19.38 Les maternelles XXL

21.00 Charlie Chaplin, le génie de la liberté



Depuis plus d'un siècle, tout le monde connaît et aime Charlie Chaplin. Génie du burlesque, Chaplin a mis son talent au service d'un idéal de justice et de liberté. Son meilleur scénario fut celui de son propre destin, qui s'inscrit dans l'histoire politique et artistique du XXe siècle. Chaplin acteur et auteur, réalisateur et producteur, compositeur et chorégraphe, dont l'indépendance financière sera la clef de sa liberté artistique et de son engagement humaniste.

23.25 Hollywood Gala

5

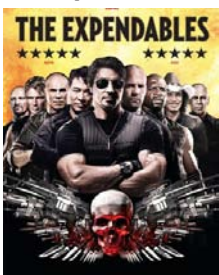
09.30 Les maternelles XXL
11.00 Chaud patate ! La pomme de terre en danger
12.00 La grande famille des chiens
13.00 A vous de voir
13.35 Le Mag de la santé
14.35 Consomag
14.40 Drôles de villes pour une rencontre
15.05 Maladies de l'hiver
16.55 C pas si loin
17.25 C dans l'air
18.55 C à vous
21.00 Les trésors des favorites des rois de France
22.35 C ce soir
23.45 C dans l'air

10.00 Le lac Tanganyika,...
11.30 Cuba, voyage dans une nation low-tech
12.25 Des vignes et des hommes
13.00 Malte ; les défis de la gestion de l'eau
13.30 Arsenic et vieilles dentelles
15.50 Un monde d'agrumes
17.20 Invitation au voyage
18.50 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 Les choses de la vie
22.20 Romy et Magda Schneider

arte

TMC

09.50 Madame est servie
13.55 Rizzoli & Isles
18.25 L'avant Quotidien
19.15 Quotidien, première partie
20.10 Quotidien, deuxième partie
20.45 Quotidien
21.25 Expendables: Unité spéciale



CANAL+ CINEMA 21.00

LE DOSSIER MALDOROR

Acteur: Anthony Bajon, Alba-Gaïa Bellugi, Alexis Manenti, Sergi López,...
En 1995, en Belgique, Paul Chartier (Anthony Bajon) et Luis Catano (Alexis Manenti), deux jeunes recrues de l'école de police, se voient affectés à la sûreté dans des quartiers en proie à la violence et à la délinquance. Alors que Luis fait preuve d'un sang-froid remarquable face aux tensions, Paul, impulsif et passionné, peine à contenir ses émotions, ce qui lui vaut des remontrances de la hiérarchie. Dans ce contexte difficile, l'atmosphère devient encore plus pesante lorsque deux adolescentes disparaissent mystérieusement dans une ville déjà marquée par la désindustrialisation.



CINE + PREMIER 20.50
PAPA OU MAMAN 2

Acteur: Laurent Lafitte, Marina Foïs, Alexandre Desrousseaux;...
Dans l'univers déjanté des familles recomposées où l'amour et la jalousie se disputent la première place, Vincent (Laurent Lafitte) et Florence (Marina Foïs) ont trouvé un équilibre aussi original que fragile. Depuis la naissance de leur petite Charlotte, quelques mois plus tôt, le couple - désormais séparée - a choisi une solution pour le moins inhabituelle : vivre dans le même immeuble, porte à porte, pour faciliter la garde partagée de leurs trois enfants. Entre les repas improvisés en commun,...



arte 20.55

Les choses de la vie

Au cœur d'une campagne française baignée de lumière dorée, une route sinueuse s'étire sous les roues d'une voiture lancée à pleine vitesse. À son volant, Pierre (Michel Piccoli), architecte quadragénaire au regard las, semble fuir quelque chose - ou quelqu'un. Mais le destin, ce jour-là, a d'autres plans. Un camion, immobile au milieu de la chaussée, se dresse soudain comme un mur. L'impact est violent : la voiture se retourne dans un ballet de tôle froissée avant que Pierre ne soit projeté hors de l'habitacle, son corps inerte s'affalant dans l'herbe fraîche. Alors que le monde autour de lui semble.

TÉLÉVISION

TF1

09.55 Amour, gloire et beauté
10.55 Les Feux de l'amour
11.45 Petits plats en équilibre
11.50 Les douze coups de midi
13.00 JT 13h
14.00 Plus belle la vie, encore plus belle
14.25 Disparue dans les Everglades
16.00 Mon mari, disparu depuis 48H
17.30 Star Academy, la quotidienne
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 JT 20h

21.10 Le gendre de ma vie



Le gendre de ma vie nous entraîne aux côtés de Stéphane (Kad Merad), obstétricien épanoui et père attentionné, entouré de sa femme Suzanne (Julie Gayet) et de leurs trois filles. Si sa vie semble parfaite, un désir inavoué le hante : celui de voir enfin un garçon intégrer le cercle familial. Quand Alexia (Pauline Étienne), sa fille aînée, revient d'un séjour au Japon avec une nouvelle inattendue - la rencontre de Thomas (Guillaume Labbé), une star montante du rugby -, Stéphane y voit l'opportunité idéale. Fasciné par ce jeune homme charismatique, il se prend à rêver : et si Thomas était le fils qu'il n'a jamais eu ?

23.10 New York Unité Spéciale

6

09.45 Ça peut vous arriver
12.45 Le 12.45
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune



18.35 La meilleure boulangerie de France
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

21.10 Cauchemar en cuisine



Philippe Etchebest part pour la commune de Beussent dans le Pas-de-Calais. Là, il se rend dans l'établissement tenu par Betty et Romain. Dans le restaurant, la sagacité du chef ne met pas longtemps à découvrir que l'endroit ne tourne pas rond. Les dysfonctionnements sont nombreux à commencer par l'organisation du travail, ce qui perturbe à la fois la cuisine et la salle. Fidèle à son style, Philippe Etchebest pointe les problèmes et tente de secouer Betty et Romain.

CANAL+

09.53 Alexia cuisine le monde
12.24 La boîte à questions
12.29 Canal Sports Quiz
13.08 Le monde magique de Jérôme Commandeur
18.58 En aparté
19.34 Clique



20.32 En aparté

21.09 Monarch : Legacy of Monsters



Saison 1 - Episode 9 : Axis Mundi

En 2015, Monarch parvient à sauver Kentaro et Tim. Accablé, Kentaro apprend par Verdugo la disparition de Cate, May et Shaw. Sa mère, Emiko, tente de lui redonner espoir en l'encourageant à poursuivre ses recherches. Lorsque Hiroshi regagne son bureau, Kentaro le confronte avec détermination. Pendant ce temps, Shaw et May reprennent conscience dans un lieu mystérieux : un royaume intermédiaire entre la surface et la Terre creuse,...

PLANETE +

09.20 Vietnam : ceux qui ont dit non !
11.01 Jeanne d'Arc, femme, guerrière, sainte
12.49 Les derniers oubliés
14.34 Procès de Nuremberg : les archives inédites
16.04 L'Europe des merveilles
17.53 L'énigme de la tombe celtique
19.23 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Les secrets des hommes de Lascaux
22.32 Ramsès le Grand

TFX

09.00 Le destin de Lisa
12.30 Drop Dead Diva
16.10 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.00 La Bataille . La malédiction de l'île
21.10 Appels d'urgence



W9

09.00 Kaamelott
11.30 NCIS



17.40 The cerveau: qui sera le plus grand cerveau de la télé-réalité ?
18.45 Tout beau, tout n9uf
21.25 Insaisissables



23.30 Enquête d'action



Chavirement d'un bateau au Nigeria : au moins 26 morts et 14 disparus

Au moins 26 personnes sont mortes noyées et 14 sont portées disparues dans le nord-est du Nigeria après que le bateau qui les transportait sur une rivière a chaviré, ont annoncé dimanche les services de secours. L'embarcation rudimentaire transportait des fermiers et des pêcheurs depuis l'Etat de Jigawa vers l'Etat de Yobe lorsqu'il a chaviré tard samedi, selon la même source. «Pour l'heure, les équipes de secours ont retrouvé 26 corps» et les recherches se poursuivent, a déclaré à la presse le directeur exécutif de l'agence en charge des secours dans l'Etat de Yobe, Mohammed Goje, ajoutant que 13 passagers avaient été secourus. Dans un communiqué, l'agence a ajouté que 14 personnes étaient portées disparues.

Les accidents sont fréquents sur les cours d'eau très encombrés du Nigeria, et ils sont souvent dus à la surcharge des embarcations, au mauvais entretien des bateaux ou au non-respect des règles de sécurité. Plusieurs dizaines de personnes meurent chaque année dans divers accidents sur les voies navigables du pays.

La foudre frappe 150 personnes en Afrique du Sud, deux morts



La foudre a frappé 150 personnes réunies lors d'un festival en Afrique du Sud et en a tué deux, ont indiqué dimanche les services de santé de la province du Nord-Ouest dans un communiqué.

L'incident s'est produit près du village de Mathibestad, situé à environ 70 km au nord de Pretoria, où une fête traditionnelle se tient chaque année. «Au total, 150 patients se sont présentés à la clinique Mathibestad après avoir été atteints par la foudre pendant l'événement.

13 patients dans un état critique ont été transférés à l'hôpital Jubilee pour y être pris en charge pour diverses blessures. Deux patients étaient décédés à leur admission et sont en attente des services médico-légaux», détaille le communiqué.

La «majorité des patients» souffrent de «brûlures légères liées à la foudre», selon la même source.

Le Royaume-Uni et la France ont attaqué ensemble l'Ei en Syrie

Le Royaume-Uni et la France ont mené conjointement samedi soir une frappe contre un site souterrain soupçonné d'être utilisé par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a annoncé le ministre britannique de la Défense.

Cette attaque a eu lieu dans les montagnes au nord de l'ancienne cité de Palmyre, dans le centre de la Syrie, contre une installation occupée par l'Ei «très probablement pour stocker des armes et des explosifs», a indiqué le ministre dans un communiqué.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

La Colombie renforce sa frontière avec le Venezuela



La Colombie a mobilisé samedi des chars d'assaut et des soldats habituellement déployés contre la guérilla pour garder sa frontière avec le Venezuela, pays où les Etats-Unis ont capturé le président Nicolas Maduro.

Sur ordre du président colombien Gustavo Petro, des troupes ont convergé vers les principaux points de passage avec le Venezuela, par crainte de migrations de masse ou

que des bandes criminelles ne profitent du désordre.

Après des mois de fortes tensions et de pression militaire en mer des Caraïbes, Washington a frappé Caracas et ses environs dans la nuit de vendredi à samedi, capturé puis conduit en territoire américain Nicolas Maduro, où il doit répondre de plusieurs accusations, dont de «narcoterrorisme».

Le président Donald

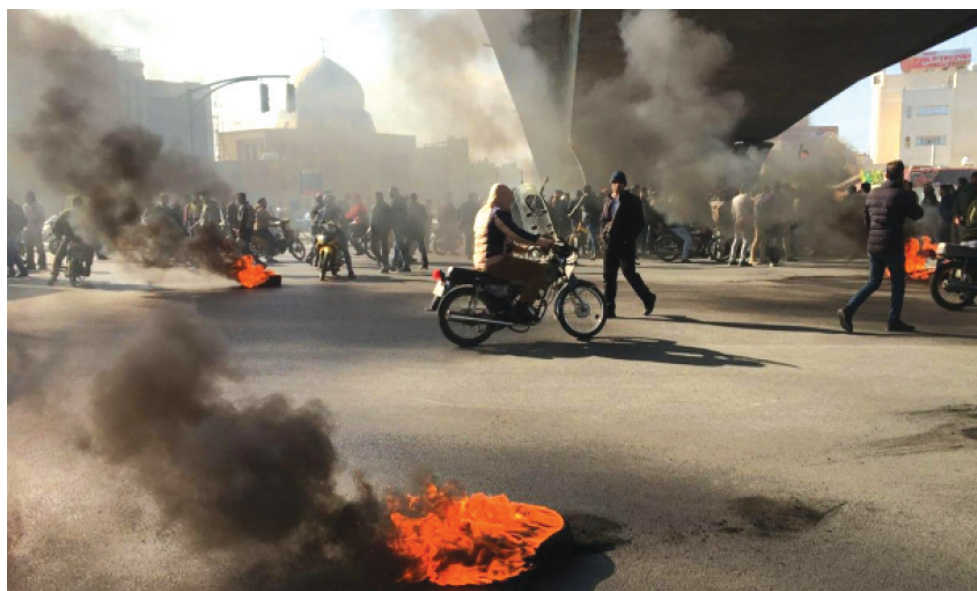
Trump a annoncé que les Etats-Unis allaient «diriger» jusqu'à une transition «sûre» le Venezuela, pays de 30 millions d'habitants.

Gustavo Petro a dénoncé l'opération américaine, quand Donald Trump lui a conseillé de «faire gaffe à ses fesses», après avoir affirmé que tout pays produisant de la cocaïne vendue aux Etats-Unis était «susceptible d'être attaqué».

Au moins quatre morts dans des manifestations en Iran

Au moins quatre personnes ont été tuées dans l'ouest de l'Iran samedi lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre, selon deux organisations de droits de l'Homme. Les manifestations se sont poursuivies dans plusieurs villes iraniennes, au septième jour d'un mouvement de protestation déclenché contre la vie chère dans la République islamique, et qui a pris une tournure politique. Les médias iraniens ont pour leur part évoqué des heurts, l'agence Mehr annonçant la mort d'un Gardien de la révolution après que des «émeutiers» ont tenté d'entrer dans un poste de police. Les manifestations ont touché à des degrés divers au moins 30 villes, essentiellement moyennes, à travers le pays, selon un décompte de l'AFP effectué à partir d'annonces officielles et de médias.

Au moins 12 personnes ont été tuées dans des heurts depuis mercredi, dont des membres des forces de l'ordre, selon les rapports officiels.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'INCONNU ACTE 2 VÉNÉZUÉLIEN

gouvernement en entier restés en place et un peuple désespéré. On est loin des grandes manifestations de soutien bolivariennes dans les rues de Caracas car les casseroles tambourinées hier sont vides.

Les Américains ne sont pas passés par trente six chemins pour affirmer que la gestion et la conduite du riche pays latino-américain leur revient dorénavant au nom du droit de la force. Ce n'est certainement pas une décision prise à la légère et l'arrogance langagière de Donald Trump ne repose pas sur du vent.

Il n'a d'évidence pas tout dit. Sa narration des faits avait quelque chose de folklorique

comme s'il s'agissait du feuilleton d'une série nouvelle. Mais sa spectaculaire opération à Caracas laisse sans conteste préfigurer une large suite dans un programme élaboré pendant plusieurs mois. Lorsqu'il affirme que l'Amérique Latine est un maillon des Etats-Unis, il lève légèrement le voile sur la suite de ses lourdes intentions.

On ne peut s'empêcher d'entrevoir des similitudes entre l'enlèvement du président du Venezuela et les souvenirs d'un Saddam Hussein au fond d'un trou ou la neutralisation de Ben Laden, ou encore la fin tragique d'un Kadhafi, à la vue d'un Maduro menotté et cagoulé.

Souvenirs rigides demeurant prémonitoires pour l'avenir d'un sous-continent n'ayant que rarement noué dans l'histoire avec la paix.

Un incendie laisse 45.000 foyers sans électricité à Berlin



Une panne de courant massive a laissé environ 45.000 foyers du sud-ouest de la capitale allemande Berlin sans électricité depuis samedi matin, dans un contexte de neige hivernale. La panne de courant a été causée par un incendie sur un pont à câbles traversant le canal de Teltow.

Selon Stromnetz Berlin, le gestionnaire du réseau, l'incendie, qui a depuis été éteint, a endommagé plusieurs câbles électriques, entraînant une panne affectant environ 45.000 clients résidentiels et 2.200 clients commerciaux dans les quartiers de Nikolassee, Zehlendorf, Wannsee et Lichterfelde. Dans le même temps, les médias allemands ont indiqué que la police et les pompiers sont actuellement en train de mener une opération majeure.

Les réparations devraient prendre beaucoup de temps et la police enquête sur l'incident, qu'elle soupçonne être un incendie criminel.

Stromnetz Berlin a pour sa part déclaré sur son site Internet que le rétablissement complet du courant pour tous les clients ne pourrait être achevé que jeudi après-midi prochain.